Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°34

avril-juin 2024

Dossier Palestine-Israël

Humour de Siné mensuel

Table des matières

Cour Internationale de Justice : une étape essentielle vers la protection des civils palestiniens 3
« Fausse justice » à La Haye. La CIJ soutient en fin de compte le gouvernement du Likoud..... 5
Le peuple palestinien a le droit d'être protégé contre des actes de génocide 8
En Israël, 20 000 Gazaouis sont responsables de leurs propres morts. Je n'ai jamais eu aussi honte..... 10
Gaza, folie meurtrière et résistance intérieure..... 12
Après Gaza, Israël sera un État paria et génocidaire..... 13
Est-ce que les prophètes de la Bible étaient antisémites ?..... 16
Barbara à Gaza..... 20
Une autre voix juive (een andere joodse stem-EAJS) 21
Si les vies se valaient… 23
Une incursion israélienne à Rafah, dans la bande de Gaza, entraînera une catastrophe humanitaire sans précédent..... 24
Le mythe de la « démocratie » israélienne 27
Humour de Siné mensuel..... 37
Punitions collectives 38
L'erreur stratégique d'Israël 39
Les houthistes défient Washington..... 42

Cour Internationale de Justice : une étape essentielle vers la protection des civils palestiniens

La procédure engagée par la ***Cour internationale de justice*** (CIJ) après une requête déposée par l'Afrique du Sud, selon laquelle l'État d'***Israël*** bafoue les obligations qui lui incombent au titre de la ***Convention des nations unies*** pour la prévention et la répression du ***crime de génocide***, pourrait aider à protéger les civil·e·s palestiniens, à mettre fin à la catastrophe humanitaire d'origine humaine dans la ***bande de Gaza occupée***, et à offrir une lueur d'espoir en matière de justice internationale.
L'Afrique du Sud a déposé une requête affirmant que depuis les attaques menées le 7 octobre 2023 par le Hamas et d'autres groupes armés, les actes et omissions d'Israël à l'égard des Palestinien·ne·s de Gaza revêtent un caractère génocidaire. La requête de l'Afrique du Sud exhorte la Cour à indiquer des « mesures conservatoires » pour protéger le peuple palestinien dans la bande de Gaza, notamment en demandant à Israël de mettre immédiatement fin aux attaques militaires qui « constituent ou donnent lieu à des violations de la convention contre le génocide » et d'annuler les mesures connexes équivalant à des châtiments collectifs et à des déplacements forcés. Les audiences initiales auront lieu à la CIJ, à La Haye, les 11 et 12 janvier.

Amnesty International ne s'est pas prononcée sur la question de savoir si la situation à Gaza équivalait à un génocide ou non. Il existe cependant des signes alarmants, compte tenu de l'ampleur sidérante du bilan mortel et des destructions, avec plus de 23 000 Palestinien·ne·s tués en à peine plus de trois mois et 10 000 autres disparu·e·s sous les décombres, présumé·e·s morts, ainsi que de la montée effroyable des discours déshumanisants et racistes à l'égard des Palestinien·ne·s de la part de certain·e·s responsables du gouvernement et de l'armée israéliens. Cette situation, associée à l'imposition par Israël d'un siège illégal à la bande de Gaza, qui supprime ou restreint très fortement l'accès de la population civile à l'eau, à la nourriture, à l'assistance médicale et au carburant, inflige des souffrances inimaginables et compromet la survie de celles et ceux qui vivent à Gaza.

« Il n'y a pas de fin en vue aux souffrances humaines, à la dévastation et à la destruction d'une ampleur gigantesque dont nous sommes témoins heure après heure à Gaza. Il est déchirant de constater que le risque que Gaza, plus grande prison à ciel ouvert du monde, se transforme en cimetière géant s'est concrétisé sous nos yeux », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.
« Tandis que les États-Unis continuent d'utiliser leur droit de veto pour empêcher le Conseil de sécurité des Nations unies d'appeler à un cessez-le-feu, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité sont monnaie courante, et le risque de génocide est réel. Les États ont l'obligation positive de prévenir et de punir les génocides et autres atrocités. L'examen par la CIJ de la conduite d'Israël est une étape essentielle à la protection des vies palestiniennes, afin de rétablir la confiance au sujet de l'application universelle du droit international et sa crédibilité, et d'ouvrir la voie à la justice et aux réparations pour les victimes. »

Tous les États ont l'obligation juridique internationale d'agir pour prévenir le génocide, en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 et, comme l'a précédemment déterminé la CIJ, en vertu du droit coutumier. Cela signifie que cette obligation de prévention est contraignante pour l'ensemble des États, y compris ceux qui ne sont pas partie à la Convention. Le 16 novembre 2023, un groupe d'expert·e·s de l'ONU a adressé une mise en garde contre un « génocide en préparation [1] » dans les territoires palestiniens occupés et en particulier à Gaza.
« Il serait difficile de surestimer l'ampleur de la dévastation et de la destruction qui ont été causées à Gaza ces trois derniers mois. Une grande partie du nord de Gaza a été détruite et au moins 85 % de la population de Gaza est maintenant déplacée à l'intérieur de ce territoire. De nombreux Palestinien·ne·s et expert·e·s des droits humains estiment que cela relève d'une stratégie israélienne visant à rendre Gaza " invivable ". À cela s'ajoutent les déclarations perturbantes de responsables israéliens qui prônent l'expulsion illégale ou le transfert forcé de Palestinien·ne·s en dehors de Gaza, ainsi que l'utilisation abjecte de discours déshumanisants », a déclaré Agnès Callamard.
« Dans l'attente d'une décision finale de la Cour internationale de justice sur la question de savoir si des crimes de génocide et d'autres crimes au regard du droit international ont été commis, une ordonnance urgente pour la mise en œuvre de mesures conservatoires serait un moyen important d'aider à prévenir d'autres morts, destructions et souffrances civiles, et de signaler aux autres États qu'ils ne doivent pas contribuer à des violations graves et à des crimes contre les Palestinien·ne·s. »

Complément d'information
Le terme « génocide » désigne des actes commis dans « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe » protégé, par exemple un groupe national, ethnique, religieux ou racial.
Les mesures conservatoires demandées par l'Afrique du Sud incluent des appels à Israël de cesser de commettre des actes relevant de l'Article II de la Convention sur le crime de génocide, notamment le « [m]eurtre de membres du groupe » et la « [s]oumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Elle demande dans les faits à Israël d'empêcher les déplacements forcés et la privation de l'accès à une alimentation adéquate, à l'eau, à l'aide humanitaire et aux fournitures médicales pour les Palestinien·ne·s. En vertu de la Convention, nul ne peut faire valoir d'immunité personnelle pour le moindre acte présumé, pas même les plus hauts responsables gouvernementaux.

La requête de l'Afrique du Sud auprès de la CIJ fait référence à des éléments de preuve recueillis par Amnesty International, qui attestent de manière accablante la commission de crimes de guerre et d'autres violations du droit international par les forces israéliennes lors de leurs bombardements intensifs de Gaza, notamment des attaques directes contre des civil·e·s et des biens civils, des attaques sans discernement et d'autres attaques illégales, des déplacements forcés de civil·e·s et des châtiments collectifs infligés à la population civile. La requête cite également des recherches effectuées par Amnesty International montrant que le système israélien de domination et d'oppression des Palestinien·ne·s équivaut à un apartheid.
Amnesty International condamne également les crimes de guerre commis par le Hamas et d'autres groupes armés le 7 octobre, notamment les prises d'otages et les homicides délibérés de civil·e·s, ainsi que la poursuite de leurs tirs aveugles de roquettes.

L'organisation a demandé à maintes reprises des investigations sur les violations du droit international commises par toutes les parties, ainsi qu'un cessez-le-feu immédiat et durable, la libération de tous les otages civils encore aux mains de groupes armés à Gaza, la libération de tous les Palestinien·ne·s arbitrairement détenus par Israël, et la fin du siège illégal et inhumain de la bande de Gaza par Israël.

Notes
[1] https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/gaza-un-experts-call-international-community-prevent-genocide-against

« Fausse justice » à La Haye. La CIJ soutient en fin de compte le gouvernement du Likoud

Même si la CIJ a rejeté la tentative d'Israël d'aller à l'encontre des affirmations de l'Afrique du Sud, le jugement – qui est plein de contradictions – soutient en fin de compte le gouvernement du Likoud. De plus, aucun cessez-le-feu n'a été déclaré par la CIJ en vue de sauver des vies. Depuis le 7 octobre, largement documentées, les atrocités commises contre le peuple palestinien sont indescriptibles.

Au moins 10 000 enfants ont été tués : « Cela représente un enfant palestinien tué toutes les 15 minutes... Des milliers d'autres sont portés disparus sous les décombres, la plupart d'entre eux sont présumés morts. »

Ce qui est important : le jugement laisse entendre que l'armée israélienne plutôt que le gouvernement Netanyahu devrait être tenu responsable d'avoir commis des actes criminels en violation de l'article 2 de la Convention sur le génocide.
Ce que cette « déclaration » suggère, c'est que « Netanyahu a les mains propres ». Absurdité !

Il existe de nombreuses preuves que le génocide a été soigneusement planifié bien avant le 7 octobre 2023 par la classe politique israélienne.
Il existe une structure de commandement au sein de l'armée israélienne. Les soldats et pilotes israéliens obéissent aux « ordres illégaux » émanant du gouvernement Netanyahu.

L'Amérique approuve le génocide
À bien des égards, le jugement de la CIJ contredit son propre mandat : présidé par une ancienne conseillère juridique d'Hillary Clinton, cela ne devrait pas nous surprendre.
Ne nous faisons pas d'illusions, les États-Unis ont fermement soutenu l'initiative génocidaire d'Israël :
« Les États-Unis ont déclaré que la décision de la CIJ était cohérente avec le point de vue de Washington selon lequel Israël a le droit de prendre des mesures, conformément au droit international, pour garantir que l'attaque du 7 octobre ne puisse pas se répéter ».
« Nous continuons de croire que les allégations de génocide sont infondées et notons que le tribunal n'a pas tiré de conclusion sur le génocide ni appelé à un cessez-le-feu dans sa décision et qu'il a appelé à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas », a ajouté le porte-parole du Département d'État. Al Jazeera, 26 janvier 2024).

La présidente de la CIJ, Joan E. Donoghue , était conseillère juridique de la secrétaire d'État Hillary Clinton sous l'administration Obama. Joan Donoghue prend ses instructions de Washington.
De plus, la conduite du génocide est une initiative conjointe israélo-américaine avec les forces américaines impliquées dans les unités de combat israéliennes.
Personne dans les médias ni dans le mouvement anti-guerre n'a souligné le fait que le président de la CIJ se trouve de facto en « conflit d'intérêts ».
« La colère du monde s'est apaisée pendant un certain temps avec la fausse célébration d'une fausse « victoire » à La Haye. Le juge en chef américain de la CIJ doit rire.

Le génocide d'Israël se poursuivra tandis que les États-Unis et leur juge en chef à la CIJ maintiendront le monde à distance durant très longtemps avec de nouveaux mensonges et des actions dilatoires. » (Karsten Riise)

Michel CHOSSUDOVSKY avec Caroline MAILLOUX, Lux Media
Mondialisation.ca
01 février 2024

https://fr.sott.net/article/43282-Fausse-justice-a-La-Haye-La-CIJ-soutient-en-fin-de-compte-le-gouvernement-du-Likoud

[...]

La CIJ a ordonné à Israël de « prévenir » tout risque de génocide

Les décisions rendues, ce vendredi 26 janvier, par la Cour Internationale de Justice (CIJ) contre Israël ravissent ou déçoivent. Et nécessitent un décryptage. Trois questions à l'avocat Jan Fermon.

Investig'Action : Que pensez-vous du verdict de la CIJ, que l'Afrique du Sud qualifie « *d'historique* » mais qui déçoit partiellement nombre de Palestiniens ?
Jan Fermon : Je pense que l'Afrique du Sud a raison. C'est une décision très importante qu'il s'agit de lire dans son ensemble. Il est vrai que, dans le monde arabe, il y a un certain nombre de personnes qui sont déçues que la CIJ n'ait pas ordonné la fin de toutes les opérations militaires israéliennes. Contrairement à ce que la CIJ a décidé envers la Russie et ses opération militaires contre l'Ukraine. Selon ces personnes, le verdict de la CIJ est une défaite. Je pense que ce n'est pas juste si on lit bien l'ensemble de l'argumentaire la CIJ. Par exemple, lorsque la Cour discute de savoir s'il existe des indications sérieuses de génocide ou des violations de la Convention contre le génocide, il est très clair que les juges décrivent la totalité de l'opération militaire israélienne en tant que telle. Ils en déduisent, notamment dans le paragraphe 46, que, primo : l'opération israélienne comporte un risque sérieux de génocide à un point tel que la CIJ doit ordonner des mesures. Secundo : il existe des indications suffisantes pour conclure que l'opération israélienne est menée avec l'intention de commettre un génocide. Et pour aboutir à ce deuxième point, les juges ont pris pour référence une série de déclarations officielles israéliennes.
Dans le paragraphe 54, les magistrats déclarent que : « *Les faits et circonstances mentionnés ci-dessus sont suffisants pour conclure qu'une partie des droits réclamés par l'Afrique du Sud est plausible* ». Quand on associe/combine les différents éléments que je vous ai cité avec les décisions finalement prises contre Israël, on voit bien la CIJ exige d'Israël qu'il prenne toutes les mesures pour prévenir et sanctionner la commission des actes repris dans l'article 2 de la Convention contre le génocide. C'est-à-dire : tuer les membres du groupe des Palestiniens de Gaza ! C'est donc, à juste titre que le ministre sud-africain de la Justice a fait ce commentaire : « *La seule possibilité pour Israël de respecter les décisions ordonnées par la CIJ est de mettre fin à toutes ses opérations militaires.* »
À mon avis, les juges de la CIJ n'ont pas voulu ordonner toute cessation des opérations militaires car cette institution n'a pas de juridiction sur le Hamas. Même si le mouvement palestinien a annoncé, au préalable, qu'il respecterait les décisions de la CIJ, bon… S'il était ordonné à Israël d'arrêter toute opération militaire, tout usage de la force, le Hamas pourrait décider de réattaquer le territoire israélien sans que cet État n'ait le droit de réagir ou de riposter. Il est donc logique, en quelque sorte, que la Cour ne soit pas allée jusque là. Pour autant, selon ma lecture, la CIJ dit en fait à Israël : « Si vous trouvez un autre moyen de mener votre guerre en ne touchant que le Hamas, on ne peut vous l'interdire, mais ce que vous faites là, ça suffit : il faut l'arrêter ! »

Investig'Action **: Le verdict de la CIJ accable les pays – USA et UE en tête – qui ont inconditionnellement soutenu Israël dans ses massacres perpétrés à Gaza depuis (plus de 26 000 tués en 3 mois). Ces États sont-ils aujourd'hui juridiquement obligés de se désolidariser d'Israël ?**
Jan Fermon : Après cette décision, les mesures que la CIJ ordonne à Israël d'accomplir, son avertissement qu'il existe un danger de génocide, tout cela déclenche – indiscutablement – l'obligation pour tous les autres États membres à la Convention contre le génocide de réaliser tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir, empêcher, soit que les actes délictueux se poursuivent soit que… se réalise le génocide dans toute son ampleur.
Autrement dit, il est indiscutable que les États soutiens d'Israël ont, dès à présent, l'obligation de cesser leur soutien politique, militaire, financier ou peu importe sa forme. Ces États doivent maintenant tout faire pour empêcher Israël de commettre les actes qualifiés par la CIJ comme « *des actes comportant des indications sérieuses* » selon lesquelles ce pourrait être « *des actes de génocide* ». Ceci ouvre un boulevard à toutes celles et ceux, dans le monde, qui soutiennent la population de Gaza. Chacun, dans chaque pays, doit interpeller son propre gouvernement en leur disant : « Maintenant, ce n'est plus seulement politique : il y a une obligation légale qui pèse sur vous à prévenir tout acte de génocide et à empêcher Israël de commettre un génocide ! »

Investig'Action **: Néanmoins, déplorent les sceptiques, la CIJ n'a pas de moyens coercitifs, aucun pouvoir de contraindre Israël à appliquer, réellement, les mesures que la plus haute Cour internationale vient de lui ordonner…**

Jan Fermon : En droit international, l'un des mécanismes fondamentaux pour rendre effectives les décisions et les règles de droit internationales, c'est l'action des peuples. Cela a toujours été comme ça et cela restera comme ça. Ce qui a été décidé par la CIJ donne donc une opportunité fantastique aux peuples de se saisir de cela pour agir auprès de leurs gouvernements. Pour forcer ces derniers à faire que les décisions de la CIJ soient appliquées ! Ce que la Cour a défini tels des « *indices sérieux de risque de génocide* » – et non encore de « *génocide* » en tant que qualification définitive -, il est de la responsabilité de nos gouvernants de tout faire pour que ces indices ne dégénèrent pas en un génocide effectif.

Bien sûr, la balle est aussi dans le camp du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais nous savons que cette instance est paralysée par le veto américain soutenant Israël. Il revient donc aux citoyens américains de contraindre leur gouvernement à s'abstenir au prochain Conseil de sécurité. À cet égard, aux États-Unis, il y a aussi une plainte introduite par des citoyens US contre leur gouvernement, pour dénoncer le manque d'action gouvernementale afin de prévenir un génocide à Gaza. Comme celle de l'Afrique du sud, cette plainte se base sur la Convention internationale contre le génocide. Les plaignants estiment que leurs gouvernants n'ont pas agi selon leurs obligations internationales à prévenir tout risque de génocide. C'est ce type d'action et de plainte en justice qui vont contraindre les gouvernants à s'abstenir ou à ne pas nuire aux décisions rendues par la CIJ.

Dans le même temps, ne soyons pas naïfs : l'apartheid en Afrique du Sud ne s'est pas effondré seulement grâce à l'une ou l'autre décision de justice. Ce système d'oppression du 20ème siècle est tombé grâce à l'action des peuples, en même temps qu'un boycott international, en même temps que des décisions d'instances de droit international, en même temps qu'une série de défaites militaires régionales de l'armée sud-africaine d'apartheid : c'est tout cela, mis ensemble, qui a conduit à la chute de l'apartheid sud africain. Pour la fin du colonialisme et de l'apartheid israéliens, ce ne sera pas différent. Cela devra passer par le même processus global. Et au sein de celui-ci, ce premier verdict de la CIJ, aussi important soit-il, reste une « des briques retirées du mur »…

Propos recueillis par Olivier MUKUNA (Investig'Action)

Le peuple palestinien a le droit d'être protégé contre des actes de génocide

Les 17 membres de la Cour de Justice Internationale (CIJ) ont rendu leur verdict provisoire ce 26 janvier 2024. Après avoir décidé que la demande de l'Afrique du Sud était recevable, contrairement à la demande d'Israël, elle a statué.

LA COUR, Indique les mesures conservatoires suivantes :

*L'État d'Israël doit, conformément aux obligations lui incombant au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission, à l'encontre des Palestiniens de Gaza, de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention, en particulier les actes suivants :

a) meurtre de membres du groupe ;

b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; et

d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

*L'État d'Israël doit veiller, avec effet immédiat, à ce que son armée ne commette aucun des actes visés au point 1 ci-dessus ;

*L'État d'Israël doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre des membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza ;

*L'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ;
*L'État d'Israël doit prendre des mesures effectives pour prévenir la destruction et assurer la conservation des éléments de preuve relatifs aux allégations d'actes entrant dans le champ d'application des articles II et III de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide commis contre les membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza ;
*L'État d'Israël doit soumettre à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'il aura prises pour donner effet à la présente ordonnance dans un délai d'un mois à compter de la date de celle-ci.

La décision provisoire de la Cour Internationale de Justice, une instance de l'ONU, est sévère pour Israël. Certains auraient préféré plus, mais compte tenu de sa composition, on se trouve devant des compromis. En effet, la Cour n'a pas ordonné de cessez-le-feu immédiat à Gaza.

Néanmoins, les bases d'un jugement de fond sur l'existence d'un génocide sont posées :
* La Cour Internationale de Justice n'a pas rejeté la demande de l'Afrique du Sud comme le demandait Israël.
* Elle a qualifié, dans le préambule, l'intention génocidaire en reprenant l'expression : « des animaux humains ».
* Elle a posé les fondations d'un jugement de fond sur l'existence d'un génocide.

Cependant, si l'arrêt des bombardements indiscriminés, du ciblage des universités, des écoles, des lieux cultuels, et des journalistes… semblent implicite au jugement provisoire (protéger le « groupe palestinien » d'un génocide), cela reste implicite et la vraie mesure, l'exigence d'un cessez-le-feu, manque.
La décision de la Cour n'est donc pas complète, c'est évident, néanmoins soyons positif : la décision provisoire est exceptionnelle. Elle dénonce clairement les actes d'Israël comme pouvant avoir un caractère génocidaire et que cela doit cesser. À ce titre, je suis persuadé que cette décision sera saluée par l'ensemble de ce qu'on appelle le sud global et que chez nous, nos « élites » dirigeantes seront mi-figue mi-raisin. Elles s'en remettront vite ! Quant au gouvernement d'Israël, il rejettera cette décision provisoire, s'appuyant sempiternellement sur son droit à se défendre et sur la Shoah.
Soulignons que c'est un premier pas important pour arrêter cette folie meurtrière dont nous sommes complices, que nous le voulions ou non. Non pas que cette décision sera suivie d'une accalmie, probablement l'inverse avec l'intensification des combats au nord d'Israël et l'impasse américaine en Syrie, en Irak et au Yémen. Mais cette décision est une fissure profonde dans la posture victimaire du gouvernement israélien actuel : car, avant la décision, c'était en résumé : *c'est parce que nous sommes des victimes, que nous vous colonisons, nous vous dépouillons, nous vous tuons*. Ceci avait été parfaitement résumé par Gideon Levy : « *Nous sommes les seules victimes* ».

Si pour la Russie, cette position victimaire ne fait pas grand sens face à leurs 25 millions de morts pour nous délivrer du nazisme, il en va autrement pour nous. Cette décision est donc lourde de signification et se diffusera progressivement dans nos consciences, malgré le peu d'empressement de nos médias mainstreams, c'est un euphémisme : les victimes sont devenus bourreaux.
Par contre, l'écho de cette décision provisoire est énorme dans les pays du sud global, eux qui ont subi guerre, colonisation, exploitation, apartheid, tuerie de notre part. Il y a là comme une éclatante revanche morale. Cette décision provisoire fera date, d'autant qu'elle ouvre la voie vers d'autres décisions et pas seulement à la CIJ ou dans d'autres Cours internationales, mais aussi et probablement surtout dans des Cours nationales qui reçoivent avec ceci une légitimation à leurs propres actes portant sur cet objet.
Plutôt que jouer à l'autruche, nous ferions mieux de nous regarder en face, sortir de cette culpabilisation bien confortable et prendre enfin les bonnes décisions.

Christophe DE BROUWER
Publié le 29 janvier 2024

Christophe de Brouwer est Full-professeur honoraire et ancien président de l'École de Santé publique de l'Université libre de Bruxelles. (26 janvier 2024)

(Kairospresse.be)

En Israël, 20 000 Gazaouis sont responsables de leurs propres morts. Je n'ai jamais eu aussi honte

Création d'une fosse commune le 22 novembre à Khan Younis, au sud de la bande de Gaza. Source : Palestine International Broadcast

Le journaliste Ben Caspit incarne parfaitement le centre israélien. Il vit à Hod Hasharon et co-anime une émission de débats à la radio avec le journaliste Yinon Magal, qui est à l'extrême droite. Caspit, lui, n'y est soi-disant pas. Il s'agit d'un journaliste bien informé, très respecté et populaire.
Au cours du week-end, le directeur exécutif du groupe anti-occupation Breaking the Silence a écrit sur X : « *Ne regardez pas ailleurs. Un correspondant de CNN est entré dans le sud de la bande de Gaza et a ouvert une 'fenêtre sur l'enfer' de Gaza* ».
Voici ce que Caspit, un homme modéré et honnête à ses propres yeux a trouvé à lui répondre : « Pourquoi devrions-nous regarder ? *Ils ont gagné leur enfer honnêtement ; je n'ai pas une once de sympathie* ».
Caspit, comme d'habitude, est le porte-parole du grand public en Israël.

Huit mille enfants sont accusés de leur propre mort ; 20 000 personnes sont responsables d'avoir été tuées ; 2 millions de personnes ont causé leur propre déracinement. C'est toujours ainsi qu'un riche parle d'un pauvre, quelqu'un qui a réussi d'un moins chanceux, une personne en bonne santé d'un handicapé, un fort d'un faible, un Juif Ashkénaze d'un Mizrahi : ils sont accusés d'être responsables de leur statut de victime.
Dans l'Israël de l'après-7 octobre, on peut accuser 10 000 enfants et bébés de leurs propres morts sans qu'Israël n'ait ne serait-ce qu'un soupçon de responsabilité et de culpabilité. Dans l'Israël de l'après-7 octobre, on peut se sentir irréprochable simplement parce que c'est le Hamas qui a commis des atrocités le premier.

Un pays est en ruines et tous ses habitants sont en enfer, *et l'initiateur de cet enfer ne porte aucune culpabilité,* pas même une toute petite, pas même partagée avec celle du Hamas. L'incarnation du centre israélien n'a même pas une once de sympathie pour les enfants amputés montrés dans le reportage courageux et effroyable de Clarissa Ward dans un hôpital de Rafah.
Que leurs membres soient amputés, que les enfants meurent, que tous les Gazaouis expirent, qu'ils suffoquent en enfer, ce n'est pas notre affaire. Ils sont responsables de leur désastre, eux seuls. Caspit tient là quelque chose : la victime est responsable de son état de victime.
Mise à part la question de la culpabilité et de la responsabilité – tout cela incombe au Hamas, pas du tout à Israël, dont les soldats et les pilotes se déchaînent en toute liberté à Gaza – nous n'avons rien à voir là-dedans, l'essentiel étant que nous ne nous sentions pas coupables de quoi que ce soit.

Ceci mis à part un moment, il faut un degré incroyable d'inconscience, de cruauté, et même de barbarie pour ne pas ressentir au moins un peu d'empathie pour des enfants qui meurent sur le sol des hôpitaux, pour un père qui pleure sur le corps de son enfant, pour un bébé couvert de la poussière de sa maison bombardée et qui cherche en vain quelqu'un dans le monde, pour ceux qui vivent depuis deux mois dans la terreur, le désespoir et qui n'ont plus rien dans la vie, pour les affamés, les malades, les handicapés et les dépossédés de la bande de Gaza.

Même l'empathie est interdite aux yeux de Caspit et de ses semblables, de peur qu'une pensée dangereuse et interdite ne s'insinue – que ce sont des êtres humains qui vivent à Gaza. C'est une chose que les Israéliens ne peuvent pas gérer.
C'est le franchissement d'une ligne dangereuse qui pourrait être suivie par des pensées qui sont étrangères aux Israéliens, concernant jusqu'où il est permis d'aller pour une cause juste ; ce qui est permis, et surtout, ce qui est interdit en toutes circonstances.
Il y a des choses qui sont interdites en toutes circonstances. L'assassinat de 8 000 enfants en deux mois, par exemple. Caspit et les siens ne veulent qu'applaudir l'armée héroïque sans voir le résultat de son œuvre.

L'humanité est interdite, nous sommes israéliens. Lorsqu'un tremblement de terre se produit n'importe où dans le monde, nous envoyons de l'aide et nous sommes fiers de nous, mais les tueries de masse à Gaza, ce n'est pas notre affaire. C'est ainsi que fonctionne la moralité israélienne. Elle doit permettre à Caspit, et pas seulement à Magal, de se sentir bien dans sa peau à propos de Gaza.

Lors d'une conférence internationale qui s'est tenue le week-end dernier à Istanbul, *j'ai déclaré, entre autres choses, que je n'avais jamais eu autant honte d'être israélien qu'en regardant des images de Gaza.* Ces propos ont été postés sur un site web israélien populaire de divertissement. Au cours du week-end, j'ai reçu des centaines (peut-être maintenant des milliers) d'appels et de messages injurieux. C'est souvent par les égouts que l'on apprend à connaître une société. Ensemble, nous vaincrons, tel est le slogan actuel.
Cependant, la distance entre les eaux usées qui coulent vers moi et les paroles ostensiblement respectables de Caspit est plus petite qu'on ne l'imagine. Il n'y a aucune différence entre la haine des Arabes et leur déshumanisation, telle qu'exprimée dans le langage vulgaire et inarticulé de mes correspondants, et les paroles bien formulées de Caspit.

L'Israël d'en bas et celui d'en haut ont tous deux perdu leur image humaine. C'est une raison suffisante pour avoir honte d'être israélien.

Gideon LEVY
france-palestine.org
28 décembre 2023

Traduction : AFPS

Gaza, folie meurtrière et résistance intérieure

Most of our teams include Israelis and Palestinians; therefore, some of us have relatives and colleagues in Gaza currently living under the ongoing assault of the Israeli military. Children, women, and the elderly are being indiscriminately attacked with nowhere to hide.

Even now — especially now — we must maintain our moral and humane position and refuse to give in to despair or the urge for vengeance. Keeping our faith in the human spirit and its inherent goodness is more vital than ever. One thing is clear: We will never surrender our belief in humanity — even now, when doing so is more challenging than ever.

Appel signé par les associations israéliennes suivantes :

Mothers Against Violence
Itach Ma'aki – Women Lawyers for Social Justice
Amnesty International Israel
BIMKOM – Planners for Planning Rights
B'Tselem
Gisha
The Association for Civil Rights in Israel
Public Committee Against Torture in Israel
Parents Against Child Detention
Hamoked – Center for the Defence of the Individual
Zazim – Community Action
Haqel – In Defense of Human Rights
Yesh Din
Combatants for Peace
Mehazkim
Machsom Watch
Women Wage Peace
Akevot Institute for Israeli-Palestinian Conflict Research
Standing Together
Ir Amim
Emek Shaveh
The Parents Circle-Families Forum
Rabbis for Human Rights
Physicians for Human Rights–Israel
Breaking the Silence
Torat Tzedek
A Land for All – Two States One Homeland
Academia for Equality
Your Neighbor As Yourself
Kerem Navot
Other Voice

Traduction : *La plupart de nos équipes incluent des Israéliens et des Palestiniens ; ainsi, certains d'entre nous ont des proches et des collègues à Gaza, vivant actuellement sous l'assaut en cours de l'armée israélienne. Les enfants, les femmes, les personnes âgées sont attaquées de manière indiscriminée sans lieu pour se mettre à l'abri.*
Même maintenant – surtout maintenant – nous devons tenir notre position morale et humaine et refuser de céder au désespoir ou au désir de vengeance. Garder sa foi en l'esprit humain et en sa bonté intrinsèque est plus vital que jamais. Une chose est claire : Nous n'abandonnerons jamais notre foi en l'humanité – même aujourd'hui, quand cette position est plus que jamais un défi.

Bonjour,
Pour la énième fois aujourd'hui, un titre de presse (*lesoir.be*) nous dit : « Nouveaux bombardements sur Gaza, où *Israël intensifie encore son offensive* ».

- Le gouvernement Netanyahou répand dans le monde la haine pour Israël, et met en danger tous les juifs du monde.
- Inévitablement, les sentiments populaires du monde vont faire de cette haine contre une politique, pour partie une haine des juifs.
- Inévitablement, l'État d'Israël est en train de recruter pour les résistances sous toutes les formes à l'occupation, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Je me demande comment les militaires de *Tsahal* supportent de faire ce qu'on leur ordonne de faire.
L'association *Breaking the silence*, non encore mise sous censure, qui regroupe les témoignages d'anciens militaires ou conscrits israéliens et israéliennes, sur ce qu'ils ou elles ont vu faire ou ont dû faire à l'armée, va voir ses rangs exploser.
Elle vient de co-signer l'appel ci-dessus avec 30 autres associations de la société civile israélienne, heureusement très vivante malgré la mainmise de l'État sur les moyens d'information.
Parmi elles, *B'Tselem*, *Centre d'Information Israélien pour les droits humains dans les Territoires Occupés*, est une des plus citées par la presse même *mainstream*.

GUY

https://condrozbelge.com/2023/12/26/gaza-la-folie-meurtriere/

Après Gaza, Israël sera un État paria et génocidaire

Si rien ne bouge sérieusement à l'échelle internationale, Israël pourrait très bien apparaître triomphant à la fin de sa campagne génocidaire à Gaza et en Cisjordanie. Soutenu par les États-Unis, il dispose de tous les moyens militaires pour atteindre son objectif dément. Ses déchaînements meurtriers et sa violence génocidaire auront accompli le nettoyage ethnique des Palestiniens. Son rêve de création d'un État exclusivement juif – où tous les Palestiniens encore présents (vivants) seraient privés de leurs droits fondamentaux – pourrait alors devenir réalité. Israël se félicitera de sa victoire obtenue dans un bain de sang. Il célèbrera ses criminels de guerre. Son génocide sera gommé de la mémoire collective et jeté dans l'immense trou de l'amnésie historique d'Israël. Et ceux qui en Israël voudront dénoncer ces abominations seront réduits au silence et persécutés.

Cependant, il me semble qu'une fois arrivé dans une telle situation, une fois qu'Israël aura réussi à décimer Gaza – on parle de plusieurs mois de guerre – le pays aura probablement signé sa propre condamnation à mort. Pourquoi ? Parce que son image de moralité, son prétendu respect de l'État de droit et de la démocratie, son histoire mythique du courage de l'armée israélienne et de la naissance miraculeuse de la nation juive seront réduits en cendres. Le capital social d'Israël sera alors épuisé. Il sera révélé comme un régime d'apartheid laid, répressif et rempli de haine, ce qui aliénera les jeunes générations de Juifs américains. Son protecteur, les États-Unis, au fur et à mesure que de nouvelles générations arriveront au pouvoir, prendra ses distances avec Israël comme il prend actuellement ses distances avec l'Ukraine.

Il y a fort à parier que le sang et les souffrances des Palestiniens – dix fois plus d'enfants ont été tués à Gaza qu'en deux ans de guerre en Ukraine – ouvriront la voie à un risque de disparition d'Israël. Les dizaines, voire les centaines de milliers de fantômes voudront avoir leur revanche. Israël deviendra le symbole de ses victimes tout comme c'est le cas pour les Turcs et les Arméniens, les Allemands et les Namibiens, puis plus tard les Juifs, les Serbes et les Bosniaques. La vie culturelle, artistique, journalistique et intellectuelle d'Israël sera réduite à néant.

Israël pourrait donc devenir une nation figée au sein de laquelle les fanatiques religieux et les extrémistes juifs qui ont pris le pouvoir domineraient le discours public. Il trouverait alors ses alliés parmi d'autres régimes despotes. La répugnante suprématie raciale et religieuse d'Israël sera son trait distinctif, voilà qui explique pourquoi les suprématistes blancs les plus rétrogrades des États-Unis et d'Europe, y compris des philo-sémites tels que John Hagee, Paul Gosar et Marjorie Taylor Greene, soutiennent Israël avec tant de conviction.

Les despotismes peuvent continuer d'exister longtemps après leur date de péremption. Mais la grave erreur stratégique (et criminelle) d'Israël pourrait bien faire entrer le pays dans sa phase terminale. Nul besoin d'être un érudit de la Bible pour savoir que la soif de sang d'Israël est contraire aux valeurs fondamentales du judaïsme. L'instrumentalisation cynique de l'Holocauste, y compris en faisant passer les Palestiniens pour des nazis, n'a que peu d'efficacité quand on se livre à un génocide en direct contre 2,3 millions de personnes piégées dans une prison à ciel ouvert telle que Gaza.

Pour survivre, les nations ont besoin non seulement de la force, mais aussi d'une mystique. C'est celle-ci qui donne un but, une dignité et même une noblesse qui incitent les citoyens à se sacrifier pour la nation. La mystique offre un espoir pour l'avenir. Elle donne un sens. Elle est source d'identité nationale. Lorsque les mystiques implosent, lorsqu'elles se révèlent être des mensonges, un fondement essentiel du pouvoir de l'État s'effondre.

J'ai analysé autrefois la mort des mystiques communistes en 1989 lors des révolutions en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Roumanie. La police et l'armée ont décidé qu'il n'y avait plus rien à défendre. La décadence d'Israël pourrait bien engendrer la même lassitude et la même apathie. Le pays ne sera pas en mesure de recruter des collaborateurs indigènes, tels que Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne – honnie par la plupart des Palestiniens – pour exécuter les ordres des colonisateurs. L'historien Ronald Robinson considère que l'incapacité de l'Empire britannique à recruter des alliés indigènes constitue le moment où la collaboration s'est transformée en non-coopération, ce qui a été déterminant pour le début de la décolonisation. Une fois que la non-coopération des élites autochtones se transforme en opposition active, explique Robinson, la « retraite éclair » de l'Empire est assurée.

Tout ce qu'il reste à Israël, c'est l'escalade de la violence qui va jusqu'à la torture, ce qui ne fait qu'accélérer son déclin. Cette violence à grande échelle fonctionne bien à court terme, comme ce fut le cas lors de la guerre menée par les Français en Algérie, ou encore lors de la sale guerre menée par la dictature militaire argentine et aussi durant le conflit britannique en Irlande du Nord. Mais à long terme, elle est suicidaire. « On pourrait dire que la bataille d'Alger a été gagnée grâce à la torture, a observé l'historien britannique Alistair Horne, mais que la guerre, la guerre d'Algérie, a été perdue ».

Le génocide à Gaza a fait des combattants du Hamas des héros dans le monde musulman et dans le Sud global. Certes, Israël pourrait anéantir les dirigeants du Hamas, mais les assassinats passés – et actuels – d'une multitude de dirigeants palestiniens n'ont guère contribué à émousser la résistance. Le siège de Gaza et le génocide en cours ont engendré une nouvelle génération de jeunes hommes et femmes profondément traumatisés et enragés, dont les familles ont été tuées et les communautés anéanties. Ils sont prêts à prendre la place des dirigeants martyrs. Par sa tragique erreur stratégique, Israël a fait grimper les actions de son ennemi dans la stratosphère…
Mais Israël était déjà en guerre interne avant le 7 octobre. Les Israéliens manifestaient pour empêcher le Premier ministre Benjamin Netanyahu de mettre fin à l'indépendance de la Justice. Ses fanatiques religieux, actuellement au pouvoir, avaient pour objectif d'attaquer systématiquement la société laïque israélienne. Depuis les attentats, l'unité d'Israël est précaire. C'est une unité par défaut. Elle se maintient grâce à la haine. Et même cette haine ne suffit pas à empêcher les manifestants de dénoncer le fait que le gouvernement a abandonné les otages à leur sort à Gaza.

La haine est une ressource politique dangereuse. Une fois qu'ils en ont fini avec un ennemi, ceux qui attisent la haine en cherchent un autre. Les « animaux humains » palestiniens, une fois éradiqués ou soumis, seront ensuite remplacés par d'autres ennemis. Le groupe qui a été diabolisé ne peut jamais être récupéré ou régénéré. Une politique de la haine crée une instabilité permanente qui est exploitée par ceux qui cherchent à détruire la société civile.
Israël s'est déjà bien engagé dans cette voie depuis le 7 octobre dernier en promulguant une série de lois discriminatoires à l'encontre des non-Juifs, lois qui ressemblent aux lois racistes de Nuremberg qui privaient les Juifs de leurs droits dans l'Allemagne nazie. La loi d'acceptation des communautés permet aux colonies exclusivement juives d'exclure les candidats qui souhaitent s'installer en raison d'un manque de « compatibilité avec les principes fondamentaux de la communauté ».
Un grand nombre des jeunes Israéliens les mieux formés ont quitté le pays pour s'installer dans des pays comme le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni, et jusqu'à un million d'entre eux sont partis aux États-Unis. Même l'Allemagne a connu un afflux d'environ 20 000 Israéliens au cours des deux premières décennies de ce siècle. Environ 470 000 Israéliens ont quitté le pays depuis le 7 octobre. En Israël, les défenseurs des droits humains, les intellectuels et les journalistes – israéliens et palestiniens – sont traités de traîtres dans le cadre de campagnes de diffamation orchestrées par le gouvernement, placés sous la surveillance de l'État et soumis à des arrestations arbitraires. Le système éducatif israélien est une véritable machine à endoctriner pour le compte de l'armée.
L'universitaire israélien Yeshayahu Leibowitz a mis en garde sur le fait que si Israël ne séparait pas l'Église et l'État et qu'elle ne mettait pas fin à son occupation des Palestiniens, il donnerait naissance à un rabbinat corrompu qui transformerait le judaïsme en un culte fasciste. Dans une telle situation, « Israël ne mériterait pas d'exister et il serait sans intérêt de vouloir son maintien ».

Après deux décennies de guerres désastreuses au Moyen-Orient et l'assaut du Capitole le 6 janvier, la mystique mondiale des États-Unis est aussi contaminée que celle de son allié israélien. L'administration Biden, dans sa détermination à soutenir inconditionnellement Israël et à satisfaire le puissant lobby israélien, est parvenue à court-circuiter le processus d'examen par le Congrès, en faisant appel au Département d'État pour approuver le transfert vers Israël de 14 000 unités de munitions pour chars. Le secrétaire d'État Antony Blinken a fait valoir : « Il existe une situation d'urgence qui exige la vente immédiate ». En même temps, il a cyniquement invité Israël à faire le moins de victimes possible parmi les civils…
Israël n'a pas la moindre intention de limiter le nombre de victimes civiles. Ils ont déjà tué plus de 20 000 Palestiniens, soit près de 1 % de la population de Gaza, ce qui équivaut à environ 3 millions d'Américains. 51 000 autres personnes ont été blessées et un grand nombre d'entre eux succomberont de leurs blessures. La moitié de la population de Gaza est affamée, selon les Nations unies. Toutes les institutions et tous les services palestiniens essentiels à la vie – hôpitaux (seuls 11 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnent encore

« partiellement »), stations d'épuration, réseaux électriques, réseaux d'égouts, logements, écoles, bâtiments gouvernementaux, centres culturels, systèmes de télécommunications, mosquées, églises, points de distribution de nourriture de l'ONU – ont été détruits.

Israël a assassiné pas moins de 80 journalistes palestiniens ainsi que des dizaines de membres de leur famille et plus de 130 travailleurs humanitaires de l'ONU ainsi que des membres de leur famille. Les victimes civiles sont au cœur du problème. Cette guerre n'est pas une guerre contre le Hamas. C'est une guerre contre les Palestiniens. L'objectif est de tuer ou d'expulser 2,3 millions de Palestiniens de Gaza.
L'assassinat de trois otages israéliens qui avaient apparemment échappé à leurs ravisseurs et s'étaient dirigés vers les forces israéliennes, torse nu, en brandissant un drapeau blanc et en appelant à l'aide en hébreu, n'est pas seulement tragique, mais donne un aperçu des règles de combat d'Israël dans la bande de Gaza. Elles consistent à tuer tout ce qui bouge… Comme l'a écrit dans Yedioth Ahronoth le général de division israélien à la retraite Giora Eiland, qui a dirigé le Conseil national de sécurité israélien :
« *L'État d'Israël n'a pas d'autre choix que de transformer Gaza en un endroit où il sera temporairement ou définitivement impossible de vivre. Créer une grave crise humanitaire à Gaza est le moyen nécessaire pour atteindre l'objectif. Gaza deviendra un endroit où aucun être humain ne peut survivre*. »
Le général de division Ghassan Alian a quant à lui déclaré : « *À Gaza, il n'y aura ni électricité ni eau, il n'y aura que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez* ».

Les États coloniaux qui perdurent, dont les États-Unis, exterminent par les maladies et la violence la quasi-totalité des populations indigènes. Les fléaux de l'Ancien Monde apportés par les colonisateurs aux Amériques, comme la variole, ont tué environ 56 millions d'indigènes en une centaine d'années en Amérique du Sud, en Amérique centrale et en Amérique du Nord. En 1600, il restait moins d'un dixième de la population d'origine. Israël ne peut pas tuer à cette échelle, avec près de 5,5 millions de Palestiniens vivant sous occupation et 9 millions d'autres appartenant à la diaspora.
La présidence Biden, qui, ironiquement, a peut-être signé son propre acte de décès politique, est liée au génocide israélien. Elle tentera de prendre ses distances sur le plan rhétorique, mais en même temps, elle acheminera les milliards de dollars d'armes demandés par Israël – y compris 14,3 milliards de dollars d'aide militaire supplémentaire pour compléter les 3,8 milliards de dollars d'aide annuelle – afin de « terminer le travail ». Elle est un partenaire à part entière du projet de génocide mené par Israël.

Israël est un État paria. Cela s'est manifesté publiquement le 12 décembre lorsque 153 États membres de l'Assemblée générale des Nations unies ont voté en faveur d'un cessez-le-feu. Seuls 10 États – dont les États-Unis et Israël – s'y sont opposés et 23 se sont abstenus. La campagne de terre brûlée menée par Israël à Gaza signifie que les dirigeants israéliens (ceux d'aujourd'hui et de demain) n'accepteront jamais la paix. Il n'y aura pas de solution à deux États. L'apartheid et le génocide seront la définition même d'Israël. Cela laisse présager un long, très long conflit, que l'État juif ne pourra probablement pas gagner en fin de compte.

Chris HEDGES
Publié le 8 janvier 2024

Chris Hedges est un essayiste étasunien que nous estimons et suivons depuis des années. Son essai L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle *(Lux, 2012) s'en prenait à la déroute intellectuelle et culturelle qui frappe son pays. Il aborde ici l'épineuse question du conflit israélo-palestinien dans son style habituel fait d'un mélange de critique radicale et d'accents optimistes. C'est sur ce dernier aspect que nous risquons de ne pas le suivre jusqu'au bout…*

Texte traduit et reproduit avec l'autorisation de Chris Hedges.
Source : Scheerpost – 17/12/2023

(kairospresse.be)

Est-ce que les prophètes de la Bible étaient antisémites ?

Si les prophètes de l'ancien Israël tels qu'Isaïe, Jérémie, Ezéchiel, Malachie et Amos vivaient aujourd'hui, Benjamin Netanyahou les accuserait d'antisémitisme pour avoir osé décrire son gouvernement comme étant un simulacre de l'alliance mosaïque. L'un des thèmes récurrents qui traverse toute la Bible juive – l'Ancien Testament du christianisme – est la critique des rois, des riches et des tribunaux corrompus qui violaient les Dix Commandements de Moïse qui visaient à créer une société juste et équitable en protégeant les pauvres de l'oppression économique de la servitude pour dettes et de la perte de leurs terres. Si les prophètes étaient appelés à rendre un jugement aujourd'hui, c'est le parti de droite, le Likoud de Netanyahou, et l'économie fortement inégalitaire d'Israël qui seraient condamnés pour avoir violé les lois les plus fondamentales du judaïsme biblique.

Tous les prophètes les uns après les autres ont décrit à de si nombreuses reprises que le Seigneur était extrêmement mécontent parce qu'Israël s'écartait de ses commandements au point de lui retirer sa protection et de condamner le pays vers lequel Moïse avait conduit ses disciples à être conquis en guise de punition. Les prophètes bibliques ont attribué la défaite d'Israël face à Sargon en 722 avant J.-C. à la punition du Seigneur pour avoir rompu l'alliance offerte par le Seigneur. Le châtiment d'Israël était à la hauteur du crime : Tout comme son élite de riches créanciers avait dépossédé leurs frères de leur terre, les dix tribus d'Israël ont été déportées en Mésopotamie et en Médie, et la taille de Judée a été réduite à la seule région entourant Jérusalem.
Ezéchiel, le grand prophète de l'Exil, a été emmené en Babylonie en 597 avant J.-C. en tant qu'otage militaire. Il est devenu l'influence principale d'Esdras et de l'école sacerdotale qui a édité les premières sources de la Torah en une version qui a été finalisée lorsque les juifs sont revenus de Babylone et ont inscrit les concepts babyloniens de justice économique dans la sainte loi mosaïque. Sur un ton apocalyptique, Ezéchiel 7 annonce : « La parole du Seigneur est venue à moi : … La fin est maintenant sur vous et je vais déchaîner ma colère contre vous. Je vous jugerai selon votre conduite et je vous rendrai la monnaie de votre pièce pour toutes vos pratiques détestables », citant la polarisation des richesses par les juifs les plus riches, la corruption des tribunaux et la violation de l'alliance originelle avec le Seigneur.
Les prophètes étaient-ils des juifs qui se détestaient eux-mêmes ? Ceux qui critiquent les politiciens de droite qui aujourd'hui abolissent les cours de justice du pays, encouragent le meurtre de masse de civils et détruisent l'infrastructure d'une société entière sont-ils antisémites ? Le fait de dire que le 7 octobre ne s'est pas produit « dans le vide », comme l'a fait le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres – même après l'avoir qualifié d'atrocité – fait-il de vous un antisémite ?

Ce que je trouve le plus incroyable, c'est qu'aucun érudit religieux ne souligne que la prétention de Netanyahou d'agir au nom d'un engagement biblique comme excuse pour commettre un génocide en s'emparant de la terre palestinienne et en détruisant sa population existante est un simulacre de ce qui est réellement écrit dans la Bible.
Par un tour de passe-passe semblable à celui d'un magicien essayant de détourner l'attention du public de ce qui se passe réellement, Netanyahou a évoqué ce qu'il prétend être une excuse biblique pour le génocide israélien. Mais ce qu'il prétend être un pacte issu de la tradition de Moïse est une demande vicieuse du juge et éminence grise Samuel disant à Saül, le général qu'il voulait faire roi : « Maintenant va frapper Amalek [un ennemi d'Israël] et détruis totalement tout ce qui leur appartient. Ne les épargne pas, tue les hommes et les femmes, les enfants et les nourrissons, le bétail et les moutons, les chameaux et les ânes » (1 Samuel 15, 3).
Ces mots n'étaient pas les paroles du Seigneur, et Samuel n'était pas Moïse. Et il n'y avait pas de promesse générale de soutenir les juifs quelle que soit la manière dont ils se comportent. Et en effet, en suivant la demande de conquête de Samuel – comme moyen de rendre Saül suffisamment populaire pour être fait roi – Saül avait enfreint les commandements du Seigneur concernant les cérémonies religieuses et les coutumes alimentaires appropriés. Rien ne permet de comprendre cela dans la célébration par Netanyahou de l'accord conclu entre Samuel et Saül en vue de devenir populaire par la conquête militaire. L'inconduite de Saül a conduit Samuel lui-même à le réprimander, lui disant que le Seigneur avait décidé qu'un autre homme devait être trouvé pour être roi d'Israël.

Ce n'était pas le Seigneur qui avait donné l'ordre de détruire Amalek, mais un prophète désireux de placer un roi sur le trône. L'invocation d'un tel commandement est une preuve prima facie de l'intention de commettre un génocide. Mais cela semble moins important aux yeux de Netanyahou que de satisfaire le désir de vengeance des Israéliens. Netanyahou ne mentionne pas le fait que Saül a désobéi aux commandements du Seigneur et que le Seigneur l'a rejeté en tant que roi. Le Likoud ne reconnaît pas non plus le contexte, quelques chapitres plus tôt, dans I Samuel 12:15, qui décrit la corruption des juges et l'avertissement de Samuel que : « Si vous n'obéissez pas à l'Éternel, si vous vous rebellez contre ses ordres, sa main sera contre vous ». L'avertissement du Seigneur selon lequel « si vous persistez à faire le mal, vous serez balayés, vous et votre roi » aurait dû fortement résonner pour Netanyahou.

La Bible juive est remarquable par sa critique des rois qui ont gouverné les royaumes de Judée et d'Israël. Il s'agit en fait d'un long récit de révolution sociale dans lequel les chefs religieux ont cherché – souvent avec succès – à mettre en échec le pouvoir d'une oligarchie égoïste et agressive, dénoncée à maintes reprises pour son avidité à appauvrir les peuples, à s'emparer de leurs terres et à les réduire à l'esclavage pour dettes. (Mon livre « … and forgive them their debts » « … et pardonne-leur leurs dettes » [Dresde 2018] décrit cette histoire). Les rois juifs, les familles riches et les tribunaux corrompus ont conduit le Seigneur à les abandonner à plusieurs reprises face à l'Assyrie, à Babylone et à des adversaires de moindre importance lorsqu'ils adoptaient un comportement égoïste et oppressif.

En quoi consistait l'alliance conclue à Horeb, près du mont Sinaï ? Pour le dire simplement, le Seigneur a donné à Moïse les Dix Commandements qui avaient un objectif moral de justice économique, et il a conclu un marché engageant tous les futurs juifs à obéir à ces commandements (Exode 19-23 et Deutéronome 5:2 et 28:43). Dès le début, le Seigneur a menacé de punir les juifs s'ils rompaient cette alliance. Les paroles des prophètes citent les nombreuses façons dont les générations suivantes l'ont rompue.

La référence à ce contexte de règles équitables était le rôle des prophètes (à la fois anciens et modernes) : réveiller le peuple – et être méprisé par les détenteurs du pouvoir, en particulier par les oligarchies oppressives. La Judée, conformément aux commandements, était censée fournir une aide mutuelle, protéger les pauvres et empêcher les créanciers de s'approprier la terre.
La Judée a donc perdu des batailles contre des étrangers, que les prophètes ont décrits comme étant des instruments du Seigneur utilisés pour punir les juifs pour avoir transgressé les lois économiques et autres lois morales que le Seigneur avait établies. Peut-on douter que le grand Israël d'aujourd'hui [le territoire sur lequel il exerce un contrôle total, y compris Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est] soit économiquement polarisé et inégal, tant sur le plan financier qu'en termes de droits de l'homme ?
Le Deutéronome 28:21-25 met en garde les juifs que s'ils n'obéissent pas aux commandements du Seigneur, « le Seigneur vous frappera de maladies jusqu'à ce qu'il vous ait détruits du pays dont vous entrez en possession », et que « vous serez vaincus devant vos ennemis ». Le Deutéronome (29, 24-25) rappelle ensuite aux juifs que si le Seigneur leur fait subir ce qu'il a fait à Sodome et Gomorrhe, Admath et Zéboiim, « c'est parce que ce peuple a abandonné l'alliance du Seigneur, le Dieu de ses pères, l'alliance qu'il a conclue avec eux lorsqu'il les a fait sortir d'Égypte ».

Les prophètes ont décrit ce que signifiait l'obéissance à l'alliance. Isaïe 5:3 et 8 a cité l'inégalité économique comme le plus grand malheur, blâmant les anciens et les dirigeants pour avoir pris « le fruit du pillage des pauvres dans vos maisons ». Il s'est exclamé : « Malheur à vous qui ajoutez une maison à une autre, qui joignez un champ à un autre, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'espace libre dans le pays ». C'est exactement le sort qui est réservé aux Palestiniens chassés de leurs terres par l'Israël d'aujourd'hui agissant en tant qu'État colonisateur.
Isaïe 10:1-3 s'exclame : « Malheur à ceux qui font des lois injustes, à ceux qui promulguent des décrets oppressifs destinés à priver les pauvres de leurs droits et à dérober la justice à mon peuple opprimé en faisant des veuves leurs proies et en dépouillant les orphelins. Que ferez-vous au jour du jugement dernier, quand le malheur viendra de loin ? » Et en 29:13-15 : « Le Seigneur dit : « Ces gens viennent à moi avec leurs bouches et m'honorent de leurs lèvres, mais leurs cœurs sont loin de moi. Le culte qu'ils me rendent n'est fait que de règles enseignées par les hommes. … Malheur à ceux qui se donnent beaucoup de mal pour cacher leurs desseins au Seigneur » ».

Cela vous rappelle quelque chose ? Isaïe 48:1 et 8 dit : « Écoute, ô maison de Jacob, toi qui portes le nom d'Israël … et qui invoques le Dieu d'Israël – mais sans vérité ni droiture. … Je sais combien tu es perfide ; tu as été appelé rebelle depuis ta naissance ».
Le prophète suivant, Jérémie 2, accuse Israël d'abandonner le Seigneur et de rompre ainsi l'alliance, appelant sur lui le désastre par sa « méchanceté et son égarement » et devenant « une vigne sauvage et corrompue ». Qualifiant Israël d'infidèle (3:8 et 20-21), le Seigneur « donna à l'infidèle Israël son acte de divorce et la renvoya », et la Judée était tout aussi mauvaise. Le Seigneur menace à nouveau (17:3-4) : « Par votre faute, vous perdrez l'héritage que je vous ai donné… car vous avez allumé ma colère et elle s'enflammera pour toujours ».

Par une évolution qui n'a pas choqué ni consterné les conservateurs chrétiens, les États-Unis sont devenus le protecteur et le seigneur de l'Israël moderne, alors que l'économie israélienne (comme celle des États-Unis) se polarise sur les mêmes lignes que celles dénoncées par les prophètes bibliques, comme lorsque Ezéchiel (7 et 16) répète la colère du Seigneur contre la Jérusalem infidèle, disant métaphoriquement (16:13) que « tu as fait confiance à ta beauté et tu as utilisé ta renommée pour te prostituer », sans tenir compte des pauvres et des nécessiteux. Et dans 34:2 : « Malheur aux bergers d'Israël qui ne s'occupent que d'eux-mêmes » tout en pillant leur troupeau.
Amos 2 accuse Israël de nombreux péchés : « Ils vendent le juste à prix d'argent, … et ils marchent sur la tête des pauvres… et ils refusent la justice aux opprimés ». Et Michée 7:3 déclame : « Malheur à ceux qui organisent l'injustice, à ceux qui complotent le mal dans leur lit … parce qu'il est en leur pouvoir de le faire. … C'est pourquoi le Seigneur a dit : « Je prépare contre ce peuple un désastre dont vous ne pourrez pas vous sauver » », lorsque les riches s'associent pour que « le dirigeant exige des cadeaux, le juge accepte des pots-de-vin, les puissants dictent ce qu'ils désirent – ils conspirent tous ensemble ».

Le sionisme d'aujourd'hui est en contradiction avec la Bible juive. C'est compréhensible étant donné que son idéologie provient d'un groupe très séculier en dépit de sa récente prise de contrôle par des juifs se définissant comme orthodoxes. La rhétorique utilisée par Netanyahou est un simulacre, surtout quand on sait combien la Bible juive proclame que la richesse et la propriété doivent être distribuées équitablement et non concentrées entre les mains d'une oligarchie. Les versets 1 et 9 de l'Exode 23 donnent un aperçu de la manière dont les étrangers – les Palestiniens de l'époque – devaient être traités : « Ne suivez pas la foule en faisant le mal », mais « établissez la loi de la justice et de la miséricorde : N'opprimez pas l'étranger ; vous savez vous-mêmes ce que c'est que d'être étranger car vous avez été étrangers en Égypte ».
Est-ce faire preuve de justice et de miséricorde que de couper l'eau, la nourriture, les médicaments et le carburant à toute une population et de raser ou d'endommager la moitié de ses bâtiments et la plupart de ses infrastructures essentielles, y compris des quartiers entiers de maisons ? Est-ce faire preuve de justice et de miséricorde que de forcer les hôpitaux à fermer, de bombarder les ambulances et de larguer six bombes d'une tonne sur un camp de réfugiés ?

Alors que des milliards de personnes dans le monde assistent aux massacres de la nuit de Cristal à Gaza et aux pogroms flagrants en Cisjordanie, des journalistes occidentaux « sérieux » mettent en garde contre la menace existentielle que représentent les réfugiés qui pratiquent le deltaplane mais n'ont ni avion, ni char, ni pièce d'artillerie. Ces mêmes journalistes ignorent le truisme éprouvé selon lequel « le sang des martyrs est la semence de la foi » et que le fait de tuer des milliers d'innocents immédiatement et plusieurs milliers dans le chaos qui s'ensuit n'affaiblira pas un mouvement de résistance mais le renforcera. C'est cette même réaction, dans le sillage du nazisme, qui a transformé les dirigeants sionistes d'aujourd'hui en hommes remplis de haine.
Dans les dernières lignes de la Bible juive, Malachie 4 parle de l'insistance du Seigneur sur le fait que l'alliance d'Israël avec Dieu comportait une forte contrepartie contractuelle comme condition de son soutien : « Tous les arrogants et tous les méchants seront de la paille, et le jour qui vient les embrasera, dit le Seigneur tout-puissant. « Souvenez-vous de la loi de mon serviteur Moïse, des décrets et des lois que je lui ai donnés à l'Horeb pour tout Israël ». Si l'on ne cesse de désobéir encore à ces lois, le Seigneur menaçait : « Je viendrai frapper le pays de malédiction » ».
Il semble que cette malédiction soit maintenant arrivée, sous la forme d'une majorité de la population mondiale tellement consternée par le génocide bien-pensant commis par deux gouvernements laïques se réclamant (au discrédit des religions occidentales) de la sanctification divine, Israël et les États-Unis, au

moment où l'économie occidentale non soviétique créée en 1945 dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale est en train de se briser en deux parties.
Nous vivons dans une époque laïque. Les États-Unis sont devenus le protecteur et le seigneur de l'Israël moderne, et ils se sont eux-mêmes corrompus en suivant les mêmes tendances dénoncées par les grands prophètes. Les évangélistes américains, comme le gouvernement israélien, ont exclu le message des prophètes bibliques et le message social de Jésus, ne retenant que l'Alliance comme acte de conquête et comme promesse d'un ticket pour le paradis sans aucune contrepartie comportementale.

Le large spectre de la religion judéo-chrétienne a été sécularisé, car le monde d'aujourd'hui diffère si fondamentalement de celui de l'antiquité classique. Les évangélistes de la télévision américaine travestissent la tentative de Jésus de rétablir l'année jubilaire mosaïque destinée à annuler les dettes qui menaçaient les populations anciennes d'esclavage et les privaient de leurs moyens de subsistance sur la terre. L'« Évangile de la prospérité » a remplacé Jésus par Ayn Rand, Milton Friedman et Frederick Hayek.
Dès les IVe et Ve siècles, presque dès que Constantin a fait du christianisme la religion d'État romaine, Augustin a modifié la traduction de la Prière au Seigneur et du Sermon sur la montagne de Jésus en remplaçant l'annulation de la dette par l'idée non économique du péché originel hérité d'Adam. Pour couronner le tout, la nouvelle interprétation a remplacé l'appel de Jésus à l'annulation des dettes par des demandes de contributions monétaires de la part de l'Église pour obtenir des indulgences et le pardon. Par la suite, le christianisme est devenu si favorable aux créanciers qu'il a défendu le caractère sacré de la dette et non son annulation. Pour financer les croisades au XIIIe siècle, les papes ont excommunié le clergé chrétien et les réformateurs laïques qui s'opposaient au paiement de l'usure – qui a été redéfinie comme « intérêt » et autorisée tant que c'était des banquiers chrétiens qui accordaient les prêts.

Israël peut avoir un droit légal alambiqué de tirer sur les Palestiniens qui franchissent son mur pour tenter de défendre les terres que les colons leur ont illégalement confisquées. Mais en tant que puissance occupante, il n'a pas le droit moralisateur d'ignorer pratiquement toutes les lois internationales concernant la guerre et les punitions collectives simplement pour se venger et pour montrer au Liban, à la Syrie, à la Turquie et à l'Iran ce qu'il leur fera avec le soutien des États-Unis s'ils se joignent à la mêlée. Les actions de Netanyahou et ses revendications de sanctification religieuse sont l'antithèse du judaïsme originel. Son gouvernement mené par le Likoud rejette l'éthique de la Bible juive autant que les évangélistes chrétiens américains rejettent le message de Jésus.

6 janvier par Michael HUDSON

Michael Hudson, ancien économiste de Wall Street, est professeur à l'Université de Missouri, Kansas City (UMKC). Il a écrit de nombreux livres dont *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* (new ed., Pluto Press, 2002) et *Trade, Development and Foreign Debt : A History of Theories of Polarization v. Convergence in the World Economy*. Conseiller des gouvernements islandais, letton et chinois en matière de législation financière et fiscale, il fait partie du groupe d'experts économiques et financiers du mouvement Occupy.

https://www.cadtm.org/Est-ce-que-les-prophetes-de-la-Bible-etaient-antisemites

Barbara à Gaza

Alors que le nombre de victimes civiles à Gaza s'accroît, les dirigeants occidentaux, qui ont résolu de ne prendre aucune mesure contre leur allié israélien, feignent de déplorer son acharnement. Le président américain Joseph Biden et son secrétaire d'État Antony Blinken, chefs de file de ce camp nimbé de vertu, confient chaque jour ou presque leur agacement, voire leur colère, contre M. Benyamin Netanyahou (qui n'en a cure) tout en se démenant pour que le Congrès américain verse à son gouvernement 14 milliards de dollars d'aide supplémentaire. Un genre d'article s'impose dans les médias qui consiste à effacer les livraisons massives d'obus et de bombes occidentales avec des proclamations de bonnes intentions (1).

Pas seulement aux États-Unis, pas seulement de la part des journalistes (et d'ailleurs pas de tous). Ainsi, le 12 février dernier, France Inter recevait M. Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Le journaliste Simon Le Baron évoque la *« situation humanitaire catastrophique »* à Gaza avant d'interroger le député, acteur politique et pas simple commentateur : *« Est-ce que les mots suffisent ? »* Il récolte alors une moisson de… mots : *« épouvantable », « des milliers et des milliers de morts, des enfants, des femmes », « on manque de tout, d'eau, de vivres, de médicaments ».* Et, pour conclure, cet avertissement cinglant : *« En tout cas stop là, parce que ça n'est pas possible ! »*

Nullement étourdi par la virtuosité verbale de son interlocuteur, qui n'a pas hésité à citer les vers d'une chanson de Barbara sur *« les enfants qui sont les mêmes »* à Gaza et à Jérusalem pour appuyer son émotion, Le Baron donne aussitôt la parole à un auditeur, « Marc ». Mais ce jour-là, contrairement à la pratique de Nicolas Demorand, animateur habituel de la matinale, l'auditeur n'est pas interrompu au bout de quelques secondes. Marc réclame donc que le député, allant au-delà des « mots qui ne suffisent pas », lui dise, *« concrètement », « s'il ne faut pas obtenir un embargo sur les armes à destination d'Israël. Et demander que Netanyahou et son gouvernement soient traduits devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, voire pour génocide ».* Marc demande enfin que la justice française s'intéresse *« aux double-nationaux qui servent dans l'armée israélienne pour vérifier qu'ils ne se rendent pas coupables de crimes de guerre ».*

Des questions précises. Les réponses le sont moins. Embargo sur les armes ? *« Je ne suis pas capable de vous dire »,* admet M. Vallaud, apparemment moins en verve que lorsque, quelques secondes plus tôt, il citait Barbara. Le député français suggère néanmoins que le président… américain *« bouge encore, dise que ce qui se passe n'est pas admissible ».* Le Baron enchaîne : *« Très concrètement, est-ce que les Occidentaux doivent menacer, voire prendre des sanctions ? »* Le président du groupe socialiste dégaine à nouveau sa formule-choc : *« Écoutez, je ne suis pas capable de vous dire… En tout cas, il faut que la pression diplomatique soit, j'allais dire, sans nuances.* (…) *Et à l'égard non seulement d'Israël, évidemment, mais aussi des États-Unis, qui ont la clé. »*

Le Baron n'en reste pas là : *« La dernière question, c'était sur les binationaux, les Franco-Israéliens qui servent dans l'armée israélienne, qu'est-ce que vous en pensez ? »* On entend M. Vallaud soupirer, puis : *« Écoutez, je… ils sont binationaux, soumis au service militaire. Il y a des règles du droit de la guerre. Elles s'imposent à toutes les armées. »*

Résumé : il faudrait que M. Biden réprimande M. Netanyahou, que les États-Unis utilisent davantage leur *« clé »* et que les militaires binationaux respectent le droit de la guerre. Les enfants de Gaza, qui *« sont les mêmes »* que ceux d'Ukraine ou de Jérusalem, sont presque déjà sauvés.

Serge HALIMI (Monde diplomatique, mars 2024)

(1) *Cf.* Jack Mirkinson, « Biden Is Mad at Netanyahu ? Spare Me », *The Nation,* New York, 13 février 2024.

Une autre voix juive (een andere joodse stem-EAJS)

Nous, Juifs belges et Juifs vivant en Belgique, sommes choqués et peinés par l'escalade de la violence en Israël/Palestine et par les centaines de vies perdues ces derniers jours. Nous pleurons la mort, les blessures et les souffrances inhumaines des membres de nos familles, de nos amis, de nos collègues activistes et de leurs proches, en Israël et à Gaza. Comme le disent les rabbins dans le Talmud, et comme l'exprime le Coran, chaque âme perdue est un monde entier, et sauver une âme revient à sauver un monde entier. En ces temps difficiles, nous souhaitons mettre un terme à ces pertes de vies et nous efforcer de déraciner les causes de la vague de violence actuelle.

Les événements de ces derniers jours démontrent l'échec de la stratégie israélienne qui consiste, depuis des années, à enfermer 2,3 millions de personnes dans un territoire assiégé, entouré de clôtures, de mécanismes de surveillance et de tireurs d'élite, régulièrement bombardé, et sans aucune possibilité de vivre une vie digne. La racine de la violence que nous observons aujourd'hui est l'oppression : des millions de Palestiniens à Gaza, comme dans d'autres parties des territoires palestiniens occupés, continuent de vivre depuis des décennies sous le joug de l'armée israélienne, qui détermine presque tous les aspects de leur vie. Alors que Biden, Netanyahu et les dirigeants arabes tentent de conclure des accords diplomatiques dans le dos des Palestiniens et à leurs dépens, les événements actuels prouvent que de tels « accords » sont voués à l'échec.

Les civils israéliens qui ont perdu la vie ces derniers jours sont les victimes de ces stratégies ratées et de l'oppression permanente des Palestiniens par les gouvernements et les forces militaires israéliens. L'intensification de l'oppression et de la violence ne fera qu'accroître la terreur et l'horreur pour les Israéliens comme pour les Palestiniens. La seule façon de garantir la sécurité et la prospérité aux citoyens des deux parties est de travailler sans relâche à un avenir de liberté réelle et de justice pour tous.

Nous appelons à une désescalade immédiate, à la fin des bombardements de la population civile et des infrastructures humanitaires, à la libération des prisonniers civils, à l'échange des prisonniers de guerre et à des négociations directes entre Israël et le gouvernement basé à Gaza et toutes les fractions de la direction palestinienne. Le gouvernement belge et l'UE devraient concentrer leurs efforts dans cette direction, dans une action concrète pour pousser le gouvernement israélien vers une solution durable, au lieu d'alimenter la violence par une rhétorique irresponsable et la poursuite de leur négligence des vrais problèmes qui sont en jeu en Israël/Palestine depuis plus d'un an. Mais surtout, nous savons que seul le travail dévoué des civils des deux côtés pour démanteler les structures de l'apartheid et de l'oppression peut ouvrir la voie à la guérison de la terre blessée.

Nous sommes juifs, nous sommes en colère, nous sommes solidaires de Subversive Film

Nous, Juifs vivant en Belgique, sommes solidaires du collectif palestinien Subversive Film, basé à Bruxelles, et de toute la communauté lumbung[1], contre l'examen et les attaques injustes dont ils ont fait l'objet depuis le lancement de la documenta 15, en particulier les accusations injustes et trompeuses d'antisémitisme.

La contribution inspirante de Subversive Film à l'exposition avec Tokyo Reels (parmi d'autres contributions) est précieuse pour sa valeur historiographique et artistique, et est d'une grande importance.

Nous tenons à préciser que l'antisionisme, ainsi que les critiques de l'expansion coloniale israélienne et de la

---

[1] Lumbung film est une collection de films et de vidéos réalisés par des membres et des artistes de lumbung. Ces films ont été projetés pendant les 100 jours de la Documenta 15 à Kassel pour compléter et contextualiser les autres œuvres exposées des artistes et des membres.

Dans les 100 jours qui suivront la conclusion de la quinzième Documenta, les membres et artistes de lumbung auront l'occasion de partager avec le public les films de la collection lumbung film en organisant leurs propres séances et événements dans le monde entier. De cette façon, les artistes et membres participants restent en contact les uns avec les autres de manière interlocutoire, donnant au lumbung film une vie au-delà de Kassel. Dans ce cadre, le Cc Strombeek accueillera lumbung film le premier week-end de décembre et montrera une sélection de ces films et vidéos. Le programme est organisé par Subversive Film, un collectif d'artistes travaillant à Bruxelles et à Ramallah, formé par Mohanad Yaqubi et Reem Shilleh. Les deux artistes sont membres de la communauté lumbung et leurs œuvres ont été présentées à la Documenta de Kassel au début de l'année. Pour cette occasion, Cc Strombeek active un autre lieu, Den Douwe, qui fait partie de l'ancienne usine de café Douwe Egberts.

Cet événement est organisé par Cc Strombeek avec le soutien d'argos centre pour les arts audiovisuels et de beursschouwburg.

violence militariste en violation du droit international, ne sont pas antisémites. Nous rejetons l'utilisation de l'antisémitisme comme un outil cynique pour faire taire toute critique légitime de l'injustice qui se produit quotidiennement en Israël / Palestine.
Nous refusons l'instrumentalisation de l'antisémitisme par les forces conservatrices européennes qui tentent de faire taire et/ou de discipliner les voix et les actions des collectifs et des individus du Sud, et de saper le mouvement croissant des communautés racialisées en Europe et dans le Sud qui réclament la décolonisation et la justice.
Certains d'entre nous sont nés et ont grandi en Belgique ou ailleurs en Europe et ont vécu l'antisémitisme de première main. Certains d'entre nous ont émigré en Belgique depuis Israël, où ils ont été les témoins directs de la violence de l'État israélien à l'encontre des Palestiniens. Ensemble, nous déclarons que nous ne soutenons pas les organisations conservatrices juives ou les « experts en antisémitisme » autoproclamés qui ont participé à cet exercice d'instrumentalisation - pas en notre nom !
Nous condamnons les tentatives européennes et particulièrement allemandes de détourner la culpabilité de leurs propres crimes historiques en projetant la responsabilité de l'antisémitisme sur les personnes originaires du Sud et les personnes de couleur de manière plus générale. Cette dynamique insidieuse et raciale fait des personnes de couleur et des personnes du Sud la cause première de l'antisémitisme, et de l'État allemand, ainsi que des Européens blancs, les protecteurs innocents et bien intentionnés des Juifs contre les migrants antisémites. Ce récit encourage commodément une forme d'amnésie collective quant à l'origine réelle de l'antisémitisme et de la Shoah et sert à occulter notre véritable ennemi commun : la montée en flèche de l'extrême droite et du nationalisme blanc sur tout le continent – y compris en Allemagne.
Nous rejetons l'utilisation de la définition de l'IHRA[2] qui a été examinée et discréditée par de nombreux spécialistes de l'antisémitisme et intellectuels juifs en raison de l'amalgame qu'elle fait entre l'antisémitisme et la critique légitime de l'État d'Israël. Environ 350 signataires, dont de nombreux universitaires de renom, ont maintenant signé la déclaration alternative de Jérusalem, élaborée en réponse à la définition de l'IHRA afin de fournir « des orientations claires pour identifier et combattre l'antisémitisme tout en protégeant la liberté d'expression » - estimant que l'IHRA n'a pas réussi à trouver le bon équilibre et qu'elle a été utilisée bien trop souvent pour faire taire stratégiquement la critique d'Israël et de l'occupation.
Nous rejetons la projection d'outils conceptuels et politiques développés pour lutter contre l'antisémitisme en Europe – le lieu où l'antisémitisme est historiquement enraciné et s'est développé avec des conséquences génocidaires – sur le Sud global. Les tentatives d'application de ces outils au Sud suivent les traces de l'impérialisme intellectuel européen.
Nous sommes en colère parce que les attaques physiques réelles contre les artistes de couleur qui ont participé à la Documenta 15 aux mains d'individus et de groupes allemands ont été minimisées et ignorées par ceux qui se sont simultanément placés à l'avant-garde de la lutte contre l'antisémitisme. Soyons clairs, nos luttes sont liées : l'antisémitisme n'est qu'une forme de racisme qui doit être combattue parallèlement à toutes les formes de racisme.
Nous apprécions le mouvement anticolonial dans le monde de l'art, dans les universités et dans d'autres arènes publiques, ainsi que la nécessité de soutenir la construction du pouvoir et la résistance à l'hégémonie occidentale dans les pays du Sud. Nous sommes ouverts à toute réflexion sur le rôle de l'Europe et de l'Occident dans l'affaiblissement continu de ces efforts.
La proposition généreuse de ruangrupa et des collectifs invités à la quinzième édition de la Documenta est un changement de cap du monde de l'art qui se fait attendre depuis longtemps et que nous accueillons avec enthousiasme et dont nous continuerons à tirer des enseignements au fur et à mesure que l'exposition se poursuivra. Nous sommes reconnaissants des immenses efforts déployés quotidiennement pour que cette édition de la documenta résiste (avec dignité et humilité) aux bavures et aux attaques dont elle fait actuellement l'objet.
Nous tendons la main aux communautés qui ont été la cible du colonialisme européen et des entreprises génocidaires, du racisme et de l'exploitation européens, de la discipline et du silence européens. Comme l'indique la déclaration de Lumbung, « Nous sommes tous dans le même bateau ».
Que ce soit le début d'une véritable camaraderie face à ceux qui tentent de nous séparer.

EAJS - EEN ANDERE JOODSE STEM / UNE AUTRE VOIX JUIVE
UPJB - UNION DES PROGRESSISTES JUIFS DE BELGIQUE

[2] International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) [Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste].

Si les vies se valaient…

Au regard du droit international, la situation est limpide : la Russie occupe illégalement son voisin ukrainien, tout comme Israël occupe illégalement son voisin palestinien, ce que les Nations unies ont maintes fois condamné. Tous deux devraient inspirer la même réprobation aux Occidentaux, qui défendent l'idée d'un *« ordre fondé sur des règles » (ruled-based order).* Il n'en est rien. Dans un cas, les États-Unis et l'Union européenne se tiennent aux côtés du pays agressé ; dans l'autre, du pays agresseur.

Dès les premiers jours de la guerre, le Vieux Continent a ainsi ouvert grand ses portes à des millions d'exilés ukrainiens, dans un élan d'hospitalité à faire pâlir les réfugiés d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan. Les Ukrainiens *« nous ressemblent,* a justifié un éditorialiste britannique. (…) *Ils regardent Netflix, ont des comptes Instagram, votent lors d'élections libres et lisent des journaux non censurés (1) ».* Nul ne propose d'accueillir les centaines de milliers d'habitants qui voudraient fuir Gaza. Au bout de quarante-quatre jours de bombardements israéliens, le président français Emmanuel Macron a tout juste consenti à recevoir cinquante enfants palestiniens blessés, *« si cela [était] utile et nécessaire ».*

Washington et Bruxelles ont riposté à l'invasion russe en prenant des sanctions draconiennes contre Moscou (embargo sur le pétrole, restrictions commerciales et bancaires, gel des avoirs des oligarques, interdiction à Russia Today d'émettre en Europe…). Des appels au boycott ont visé sportifs, musiciens, cinéastes, écrivains. Des expositions ont été annulées, des concerts déprogrammés. Rien de tel pour Israël. Fondé en 2005, le mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) plaide, en vain, pour l'adoption de mesures de rétorsion contre Tel-Aviv. Régulièrement taxé d'antisémitisme, il est mis au ban en Allemagne et interdit dans une trentaine d'États américains. En France, il fait l'objet de poursuites judiciaires, tandis que le Canada interdit d'en faire la promotion.

L'inventaire des asymétries n'en finit pas. Alors que les Occidentaux livrent des armes à l'occupé ukrainien, ils en vendent à l'occupant israélien, tout en menaçant de représailles ceux qui soutiendraient militairement les Palestiniens. Le président américain Joseph Biden a qualifié la destruction de l'hôpital de Marioupol de *« honte pour le monde entier »,* mais il se tait quand Israël, par ses bombardements et ses blocus, met hors service un tiers des hôpitaux de Gaza. Il a dénoncé le massacre de Boutcha comme un *« génocide »,* mais se refuse à appeler à un cessez-le-feu à Gaza, où près de 20 000 personnes sont mortes en moins de trois mois…

Les commentateurs occidentaux ont souvent rapporté les 1 200 victimes du Hamas à une population israélienne de 8 millions d'habitants, calculant que pour un pays de 331 millions d'habitants comme les États-Unis, l'équivalent des tueries du Hamas serait l'assassinat de 50 000 civils, soit « 20 fois le 11-Septembre », pour la France 10 000, soit « 100 Bataclan ». Mais qu'en serait-il si on comparait également les 20 000 tués de Gaza pour une population de 2,3 millions d'habitants ? En France, cela ferait 580 000 morts. Et pour les États-Unis, environ 2,8 millions, soit davantage que le total cumulé de toutes les guerres de leur histoire, celle de Sécession comprise. Près de 70 % de la population de Gaza a été condamnée à l'exode. Alors, comparons là aussi : l'équivalent donnerait environ 50 millions de Français et près de 200 millions d'Américains…

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, janvier 2024)

(1) Daniel Hannan, « Vladimir Putin's monstrous invasion is an attack on civilisation itself », *The Telegraph,* Londres, 26 février 2022.

Une incursion israélienne à Rafah, dans la bande de Gaza, entraînera une catastrophe humanitaire sans précédent

Hind Rajab Hamada

Tout ce que nous pouvons faire maintenant, c'est demander, supplier, crier : « *N'entrez pas dans Rafah* ». Une incursion israélienne à Rafah serait une attaque contre le plus grand camp de personnes déplacées au monde. Elle entraînerait l'armée israélienne dans des crimes de guerre d'une gravité que même elle n'a pas encore commis. Il est impossible d'envahir Rafah aujourd'hui sans commettre de crimes de guerre. Si les forces de défense israéliennes envahissent Rafah, la ville deviendra un charnier.
Environ 1,4 million de personnes déplacées se trouvent actuellement à Rafah, s'abritant parfois sous des sacs en plastique transformés en tentes. L'administration étasunienne, gardienne supposée de la loi et de la conscience israéliennes, a conditionné l'invasion de Rafah à un plan israélien d'évacuation de la ville. Un tel plan n'existe pas et ne peut pas exister, même si Israël parvient à élaborer quelque chose.
Il est impossible de transporter un million de personnes totalement démunies, dont certaines ont déjà été déplacées deux ou trois fois, d'un lieu « sûr » à un autre, qui se transforment toujours en champs de bataille. Il est impossible de transporter des millions de personnes comme s'il s'agissait de veaux destinés à être expédiés. Même les veaux ne peuvent être transportés avec une telle cruauté.
Il n'y a pas non plus d'endroit où évacuer ces millions de personnes. Dans la bande de Gaza dévastée, il n'y a plus d'endroit où aller. Si les réfugiés de Rafah sont déplacés à Al-Mawasi, comme le propose Tsahal dans son plan humanitaire, Al-Mawasi deviendra le théâtre d'une catastrophe humanitaire sans précédent dans la bande de Gaza.

Yarden Michaeli et Avi Scharf rapportent que l'ensemble de la population de la bande de Gaza, soit 2,3 millions de personnes, est censée être évacuée dans une zone de 16 kilomètres carrés, soit environ la taille de l'aéroport international Ben-Gourion. Toute la bande de Gaza dans la zone de l'aéroport, imaginez un peu.
Amira Hass a calculé que si un million de personnes seulement se rendent à Al-Mawasi, la densité de population y sera de 62 500 personnes par kilomètre carré. Il n'y a rien à Al-Mawasi : pas d'infrastructure, pas d'eau, pas d'électricité, pas de maisons. Seulement du sable et encore du sable, pour absorber le sang, les eaux usées et les épidémies. Cette idée n'est pas seulement à glacer le sang, elle montre aussi le niveau de déshumanisation qu'Israël a atteint dans sa planification.

Le sang sera versé à Al-Mawasi, comme il l'a été récemment à Rafah, l'avant-dernier refuge offert par Israël. Le service de sécurité Shin Bet trouvera un cadre du Hamas qu'il faudra éliminer en larguant une bombe d'une tonne sur le nouveau camp de tentes. Vingt passants, pour la plupart des enfants, seront tués. Les correspondants militaires nous parleront, les yeux brillants, du merveilleux travail accompli par Tsahal pour liquider le haut commandement du Hamas. La victoire totale est proche, les Israéliens seront à nouveau rassasiés.
Mais malgré ce gavage, le public israélien doit se réveiller, et avec lui l'administration Biden. Il s'agit d'une situation d'urgence plus grave que n'importe quelle autre durant cette guerre. Les étasuniens doivent bloquer l'invasion de Rafah par des actes et non par des mots. Ils sont les seuls à pouvoir arrêter Israël.
Le secteur consciencieux du public israélien cherche des sources d'information autres que les stations de « gâteaux pour soldats » qui s'autoproclament chaînes d'information. Regardez les images de Rafah sur n'importe quelle chaîne étrangère – vous ne verrez rien en Israël – et vous comprendrez pourquoi on ne peut pas l'évacuer. Imaginez Al-Mawasi avec les deux millions de personnes déplacées, et vous comprendrez les crimes de guerre qui sévissent ici.

Samedi, le corps de Hind Rajab Hamada, âgée de six ans, a été retrouvé. La fillette était devenue célèbre dans le monde entier après les moments de terreur qu'elle et sa famille avaient vécus le 29 janvier face à un char israélien – moments qui avaient été enregistrés lors d'un appel téléphonique avec le Croissant-Rouge palestinien, jusqu'à ce que les cris de terreur de sa tante s'arrêtent. Sept membres de la famille ont été tués ; seule la petite Hind avait survécu, et son sort était resté mystérieux depuis lors.

Hind a été retrouvée morte dans la voiture brûlée de sa tante, dans une station-service de Khan Younès. Blessée, recouverte par les sept corps de ses proches, elle s'est vidée de son sang avant d'avoir pu s'extraire du véhicule. Hind et sa famille avaient répondu à l'appel « humanitaire » d'Israël à évacuer. Ceux qui veulent des milliers d'autres Hind devraient envahir Rafah, dont la population sera évacuée vers Al-Mawasi.

Gideon LEVY
tlaxcala-int.blogspot.com
13 février 2024

Source : Haaretz - *11 février 2024. Traduit par Fausto Giudice*

https://fr.sott.net/article/43360-Une-incursion-israelienne-a-Rafah-dans-la-bande-de-Gaza-entrainera-une-catastrophe-humanitaire-sans-precedent

Le mythe de la « démocratie » israélienne

© The Chris Hedges Report

Israël ne peut être à la fois une puissance coloniale et une démocratie

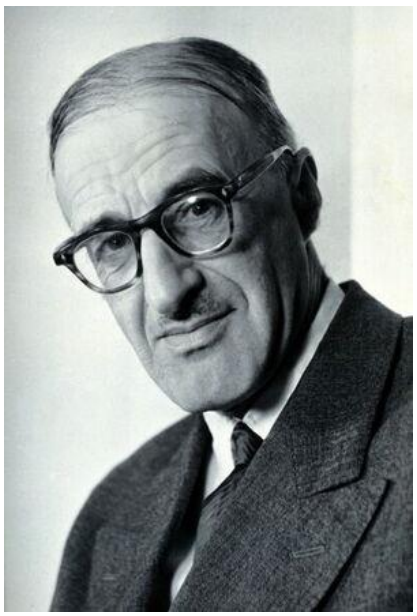
L'historien israélien Ilan Pappé présente « l'unique démocratie du Moyen-Orient » comme une force colonisatrice intrinsèquement antidémocratique en raison de l'assujettissement nécessaire des Palestiniens.

Le statut d'Israël en tant que véritable démocratie est souvent considéré comme une vérité évidente, mais un regard plus critique sur l'histoire et la réalité du sionisme remet cela en question. Après tout, comment une démocratie peut-elle exister dans un pays défini constitutionnellement comme un État ethnique qui ne peut exister que par la suppression et l'élimination progressive de ses autres ?

L'historien israélien Ilan Pappé s'entretient avec Chris Hedges sur Israël en tant que projet intrinsèquement colonial et donc anti-démocratique.

Transcription de l'anglais et traduction

Chris Hedges : L'érudit Yeshayahu Leibowitz, qu'Isaiah Berlin appelait la conscience d'Israël, avait prévenu que « si Israël ne séparait pas l'Église et l'État, il donnerait naissance à un rabbinat corrompu qui transformerait le judaïsme en un culte fasciste ». Le nationalisme religieux est à la religion ce que le national-socialisme était au socialisme », a averti Leibowitz, décédé en 1994. Il avait compris que la vénération aveugle de l'armée, en particulier après la guerre de 1967, au cours de laquelle la Cisjordanie et Jérusalem-Est ont été conquises, était dangereuse et conduirait à la destruction finale de la démocratie. « Notre situation se détériorera jusqu'à devenir celle d'un second Vietnam, d'une guerre et d'une escalade constante sans perspective de résolution finale », écrivait-il.



© https://wellcomeimages.org/ wikipediaYeshayahou Leibowitz, (1903–1994), médecin, philosophe des religions, historien et humaniste israélien, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Il prévoyait que « les Arabes seraient les travailleurs et les Juifs les administrateurs, les inspecteurs, les fonctionnaires et la police, principalement la police secrète. Un État gouvernant une population hostile de 1,5 à 2 millions d'étrangers deviendrait nécessairement un État policier secret. Avec tout ce que cela implique pour l'éducation, la liberté d'expression et les institutions démocratiques. La corruption caractéristique de tout régime colonial prévaudrait également dans l'État d'Israël. L'administration devrait, d'une part, réprimer l'insurrection arabe et, d'autre part vérifier les liens arabes. Il y a également de bonnes raisons de craindre que les forces de défense israéliennes, qui ont été jusqu'à présent une armée populaire, soient transformées en une armée d'occupation et que leurs commandants, devenus des gouverneurs militaires, ressemblent à leurs collègues d'autres nations. »
Il a mis en garde contre la montée d'un racisme virulent qui consumerait la société israélienne. Il savait qu'une occupation prolongée des Palestiniens engendrerait des camps de concentration pour les occupés et que, selon ses termes, « Israël ne mériterait pas d'exister et qu'il ne vaudrait pas la peine de le préserver ».
La décision d'anéantir Gaza est depuis longtemps le rêve des fanatiques israéliens, héritiers du mouvement fasciste dirigé par l'extrémiste Meir Kahane, interdit de candidature et dont le parti Kach a été mis hors la loi en 1994 et déclaré organisation terroriste par Israël et les États-Unis. Ces extrémistes juifs, qui forment aujourd'hui la coalition gouvernementale, orchestrent le génocide à Gaza, où des centaines de Palestiniens sont tués ou blessés chaque jour. Ils défendent l'iconographie et le langage de leur fascisme local. L'identité juive et le nationalisme juif sont les versions sionistes du sang et du sol. La suprématie juive est sanctifiée par Dieu, tout comme le massacre des Palestiniens, qui sont comparés aux Amalécites bibliques massacrés par les Israélites. Les ennemis, généralement musulmans, voués à l'extinction, sont des sous-hommes qui incarnent le mal. La violence et la menace de violence sont les seules formes de communication que comprennent ceux qui ne font pas partie du cercle magique du nationalisme juif. Des millions de musulmans et de chrétiens, y compris ceux qui ont la citoyenneté israélienne, doivent être purgés.

Ilan Pappé, professeur d'histoire à l'Université d'Exeter en Grande-Bretagne, qui a décrit ce qu'Israël fait aux Palestiniens comme un génocide progressif [incremental genocide], me rejoint pour discuter des conséquences de l'occupation de la Palestine sur la société israélienne et de ce que les résultats de la campagne meurtrière actuelle à Gaza et en Cisjordanie laissent présager pour l'avenir d'Israël.
Il a écrit de nombreux ouvrages, dont «The Biggest Prison on Earth: A History of the Occupied Territories » et «The Ethnic Cleansing of Palestine», que son éditeur français a cessé de publier malgré une augmentation des ventes depuis les attentats du 7 octobre. Cela fait partie de la campagne concertée menée par les sionistes et leurs partisans pour discréditer et censurer les récits critiques à l'égard d'Israël.

Depuis les années 1920 - Une terre sans peuple ou un peuple sans droits
Chris Hedges : J'aimerais commencer par examiner l'après-Israël, le projet sioniste qui commence dans les années 1920, et voir si le projet lui-même, avant même la création de l'État d'Israël, a porté en lui les germes de sa propre destruction.
Ilan Pappé : Oui, je pense que c'est le cas. Vous avez raison d'évoquer les années 1920 car, bien sûr, le mouvement sioniste existait auparavant, mais je pense que c'est au milieu des années 1920 qu'il a commencé à acheter des terres et à expulser les personnes qui vivaient sur ces terres. Cela s'est produit vers 1926. Il est devenu un projet colonial de colonisation et non plus seulement un projet visant à sauver les Juifs de l'antisémitisme ou une redéfinition culturelle nationale du judaïsme en tant que nationalisme et non plus en tant que religion.
Dès que cela s'est produit, il est apparu clairement que le projet allait s'imposer par la force à une population indigène. Il ne s'agissait donc pas seulement de l'imposition coloniale classique de colons venus de l'étranger s'imposant à une population autochtone. Il s'agissait aussi de créer l'idée qu'ils pouvaient produire ou établir un État européen dans le monde arabe, un peu comme les suprémacistes blancs en Afrique du Sud. Il y a deux faits : d'une part, vous essayez de mettre en œuvre un projet de déplacement et de remplacement d'une population indigène et, d'autre part, vous essayez de créer une entité politique culturelle qui aliénerait la région à laquelle elle appartient et qui serait ensuite vendue. Je pense qu'elle a été vendue dans les années 1920. Nous pouvons en voir les effets de nos jours, sans aucun doute.

Chris Hedges : Et pourtant, il y a toujours eu une tension au sein du projet sioniste. J'ai – vous l'avez peut-être connu aussi – j'ai connu Abba Eban et Teddy Kollek. Lorsque j'étais en Israël, le parti Kach de Meir Kahane a été interdit. Les gens qui entourent aujourd'hui Netanyahou sont bien sûr les héritiers du parti Kach. Plus tard, ce rabbin de droite a été assassiné [en 1990]. Je voudrais que vous parliez de cette tension, parce qu'elle existait. Teddy Kollek était maire de Jérusalem lorsque j'y étais. Il construisait des systèmes d'égouts pour Jérusalem. C'était une approche différente de la colonisation, ou peut-être ai-je tort ?
Ilan Pappé : C'était une approche différente, mais cela restait de la colonisation. Si je l'exprime de manière un peu plus abrupte, je dirais qu'il y avait certainement un courant idéologique au sein du sionisme qui pensait que l'on pouvait être un colonisateur progressiste ou un colonisateur éclairé. Et pourtant, du point de vue du peuple colonisé, même si l'on apportait des avantages en termes économiques, en termes d'infrastructures, la colonisation était toujours là. Et la colonisation s'est traduite non seulement par la fourniture ou non d'égouts à Jérusalem, mais aussi par le fait que Teddy Kollek, en tant que maire de Jérusalem, a supervisé le nettoyage ethnique d'un grand nombre de Palestiniens de Jérusalem-Est afin de faire de la place pour la construction de nouveaux quartiers juifs, que l'on devrait à juste titre appeler colonies ou implantations juives.

Ainsi, en fin de compte, la vision sioniste, même dans sa version la plus libérale, signifiait que les Palestiniens pouvaient, au mieux, être tolérés en tant qu'individus dans des espaces limités à l'intérieur de la Palestine. Cela serait déterminé en fonction des notions israéliennes de sécurité nationale. Au pire, ils sont un obstacle qui doit être éliminé. Au fil du temps, la plupart des Juifs israéliens se sont dit : « Pourquoi se contenter de limiter leur présence ? Pourquoi ne pas s'en débarrasser complètement ? »

Le clivage entre l'État d'Israël et l'État de Judée

Chris Hedges : Et pourtant, ces personnages représentaient une tendance laïque du sionisme. Je voudrais que vous parliez un peu de Yeshayahu Leibowitz, que vous connaissiez et que j'ai cité dans l'introduction. Il parle de cette tendance religieuse au sein du sionisme, où la terre elle-même devient sacrée, comme étant particulièrement dangereuse ; je crois qu'il utilise même le mot « fasciste ». Il y a ce clivage. Abba Eban [1er représentant permanent d'Israël à l'ONU], par exemple, parlait mieux l'anglais que moi. Il avait fait des études à Oxford et était très urbain. Parlez-nous donc un peu de cette tension entre le sionisme séculier et le sionisme religieux. Bien sûr, le sionisme religieux ultra-orthodoxe a essentiellement triomphé.

Ilan Pappé : Oui, j'appelle cette tension, que vous soulignez à juste titre, la lutte entre l'État d'Israël et l'État de Judée. L'État de Judée se développe parmi les groupes religieux nationaux et devient particulièrement puissant après 1967. Les colonies en Cisjordanie, et avant cela, même dans la bande de Gaza, en sont en quelque sorte le siège, ou l'habitat si vous voulez. Elles deviennent une force avec laquelle il faut compter et elles combinent exactement ce dont Leibowitz parlait, et il l'a vu en train de se former. Avec le recul, et c'est tout à son honneur, je dirais qu'il l'a vu et qu'il l'a prédit. Aujourd'hui, le temps nous permet de constater qu'il avait tout à fait raison.

L'État de Judée, que l'on peut appeler l'État colonisateur, est une combinaison d'un sionisme messianique et d'une interprétation fondamentaliste du judaïsme. Il souhaite créer une théocratie dans laquelle les Juifs laïques sont également l'ennemi, et pas seulement les Palestiniens. Et ils sont devenus plus forts. Alors qu'ils étaient marginaux et que nous pensions qu'ils n'avaient pas vraiment d'importance, ils sont aujourd'hui une puissance centrale en Israël. Et c'est contre eux que se dresse l'État d'Israël. C'est le type d'Israël d'avant 1967 qui voulait être une démocratie libérale, pluraliste et laïque. Mais ils ont perdu la lutte contre l'État de Judée. Ce qui est si intéressant et frustrant dans cette lutte, c'est qu'elle ne concerne pas du tout les Palestiniens. Comme vous le savez probablement – et nous l'avons oublié à cause des événements dramatiques qui se sont produits après le 7 octobre – mais jusqu'au 7 octobre, nous avons assisté en Israël à une sorte de mini-guerre civile entre les deux États dont je parle. L'État d'Israël et l'État de Judée, alors que des centaines de milliers d'Israéliens laïques manifestaient chaque jour pour tenter de défendre le type d'Israël qu'ils souhaitaient.

Mais lorsque les citoyens palestiniens d'Israël leur demandent : « Pouvons-nous nous joindre à vous ? Et pouvons-nous inclure le rejet de l'occupation dans notre lutte pour un meilleur Israël ? », ils ont été écartés de ce mouvement de protestation parce que ce mouvement ne s'opposait pas à l'occupation, ni au semi-apartheid ou à l'apartheid total d'Israël. Il s'agit de décider quel type d'apartheid on veut avoir en Israël. Un apartheid libéral et démocratique pour les Juifs ou un apartheid théocratique pour les Juifs ?

Mais malheureusement, le débat n'évolue pas autour de la question principale. La question la plus importante par laquelle nous avons commencé notre conversation est la suivante : peut-on s'imposer militairement et violemment à des millions de personnes contre leur volonté ?

1948 - « Un nettoyage ethnique massif »

Chris Hedges : Je voudrais parler de l'année 1948, la guerre d'indépendance. Tous les projets coloniaux sont imposés par la force, comme ce fut le cas à l'époque aux États-Unis. La différence est que jusqu'en 1600, sur une période de 100 ans, 56 millions d'habitants indigènes d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud ont été anéantis par les maladies ou la violence, de sorte qu'en 1600, il ne restait plus qu'environ 10% de la population indigène d'origine. Cette extermination massive permet essentiellement à un projet de colonisation de survivre parce qu'il n'y a pas d'opposition physique. Ce n'est pas le cas en Israël. Environ 5,5 millions de Palestiniens vivent sous occupation et 9 millions dans la diaspora. C'est un problème majeur pour les dirigeants israéliens depuis la création de l'État d'Israël. Comment vont-ils s'en sortir ? La bombe à retardement démographique est bien réelle : les Arabes ont des familles plus nombreuses. Il y a une fuite énorme, une sorte d'exode des cerveaux d'Israël. Je pense qu'un million d'Israéliens vivent aux États-Unis. Mais regardons 1948 et la manière dont ils ont traité le problème. Puis nous irons jusqu'en 1967, date à laquelle Israël occupe ce qui reste de la Palestine, la Cisjordanie et Gaza.

© Photo Keystone/EPA Photo/STRPendant la « Nakba », en 1948, des milliers de familles palestiniennes ont été chassées de leurs terres par des organisations militantes israéliennes, comme ici la Haganah.

Ilan Pappé : Oui, comme vous le dites à juste titre, les projets coloniaux des colons ont toujours ces deux dimensions : la géographie et la démographie, ou si vous revendiquez des zones peuplées, vous voulez le territoire sans la population. Et plus on prend de terres, plus on a de population indésirable. Les dirigeants sionistes ont donc exploité la fin du mandat. Ainsi, en 1948, les dirigeants sionistes ont profité de la fin du mandat et des circonstances qui se sont développées dans la région et dans le monde trois ans après l'Holocauste pour procéder à un nettoyage ethnique massif. Il restait encore la moitié des réfugiés palestiniens et l'autre moitié de la population palestinienne a été expulsée. La moitié des villages palestiniens, plus de 500, ont été détruits et la plupart des villes palestiniennes démolies.

Dans les frontières établies après 1948 – c'est-à-dire l'Israël d'aujourd'hui sans la Cisjordanie et la bande de Gaza – Israël n'a pas été en mesure de mener à bien l'épuration ethnique. Il y avait une minorité palestinienne relativement faible qui ne mettait pas en danger la majorité démographique des Juifs. Il était donc possible d'avoir un État démographique, car on a toujours su que la démocratie et la démographie allaient de pair. Cependant, en raison de la paranoïa de David Ben-Gourion jusqu'en 1966, bien que les Palestiniens d'Israël aient eu le droit de voter et d'être élus, ils étaient soumis à un régime militaire très sévère.

Il n'est pas surprenant que Ben-Gourion, le grand architecte du nettoyage ethnique de 1948, ait essayé de faire pression sur le gouvernement d'Israël. Il s'était déjà retiré de la vie politique en 1963, mais après juin 1967, il a tenté de convaincre le gouvernement israélien de se retirer de la Cisjordanie, en lui disant à peu près : « J'ai réussi à me débarrasser d'environ un million de Palestiniens, et maintenant vous incorporez un nombre encore plus important de Palestiniens sous votre autorité ». Les dirigeants qui l'ont suivi – dont certains étaient de jeunes généraux pendant la guerre de 1948 et d'autres politiciens comme Levy Eshkol, et Abba Eban et Teddy Kollek que vous avez déjà mentionnés – ont décidé qu'il n'était pas nécessaire de procéder à un nettoyage ethnique massif afin de maintenir la démographie de manière à ne pas mettre en danger la démocratie juive.

Alors, qu'ont-ils fait ? Ils ont décidé de maintenir des millions de personnes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sans le droit de participer au système politique israélien. Lorsque certains leur ont dit : « D'accord, c'est très bien, mais en échange, pouvez-vous donner aux Palestiniens le droit de décider de leur avenir dans un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ? », ils n'ont pas accepté cela non plus. Ils pensaient donc pouvoir contenir l'ambition nationale et la résistance palestiniennes dans le cadre de l'idée d'une Cisjordanie et d'une bande de Gaza qui serait notre enclave contrôlée par Israël, avec peut-être une certaine autonomie pour les Palestiniens à l'intérieur, et convaincre le monde que c'était la meilleure solution et même l'appeler une sorte de solution à deux États. Bien sûr, cela n'a rien à voir avec une solution à deux États.

Historiquement parlant, c'est toujours le même problème, comme vous le dites à juste titre, Chris, c'est d'avoir le territoire sans le peuple, mais à cause des circonstances et des choses qui ont changé, 1948 n'est pas 1967 et 1967 n'est pas 2023, et à cause de cela, les méthodes pour maintenir cet équilibre entre le territoire et la population changent. Mais la vision est toujours la même, l'objectif est toujours le même, et les échecs sont les mêmes.
L'expulsion massive n'a pas fonctionné. L'idée de garder des personnes sans droits de citoyenneté ne fonctionne pas, et même le fait de les mettre en état de siège, comme nous l'avons vu avant le 7 octobre, ne fonctionne pas. Quoi que les Israéliens aient en tête pour Gaza, je peux vous assurer, sans savoir comment cela se déroulera, que ce sera un énorme échec, qui aura malheureusement un coût humain incroyable, principalement pour les Palestiniens.

1967 - Le début d'un système d'apartheid

Chris Hedges : Leibowitz considère la guerre de 1967, au cours de laquelle Israël s'est emparé des terres restantes des Palestiniens, comme le point crucial. Il se définit lui-même comme sioniste. Il semble soutenir que les frontières d'avant 1967, connues sous le nom de Ligne verte, pourraient fonctionner. Mais pour lui, 1967 et le refus des dirigeants israéliens de renoncer à l'occupation ou de revenir aux frontières d'avant 1967 signifient à bien des égards la mort de la démocratie israélienne et de la société civile, argumente-t-il avec passion. Pouvez-vous expliquer cela ?

Ilan Pappé : Tout d'abord, je dirais que les graines de cette fin ou de cette implosion de l'intérieur ont été semées bien plus tôt, dans les années 1920. Mais suivons cette thèse, même si je pense qu'elle était vouée à l'échec dès le départ. Mais il ne fait aucun doute que l'occupation de 1967 a accéléré ces processus en créant un système juridique, un système politique et un système culturel qui justifiaient une violation quotidienne des droits de l'homme et des droits civils des Palestiniens, du moins à l'intérieur d'Israël. Dans l'Israël d'avant 1967, on tentait constamment d'améliorer la situation des citoyens palestiniens en Israël. Comme nous l'avons dit, ils ont eu le droit de voter, d'être élus et, finalement, ils ont même été autorisés à créer leurs propres partis nationaux, etc.
Mais en même temps, la Cisjordanie et la bande de Gaza s'orientaient vers un avenir différent. Une construction longue et sans fin de deux méga prisons à ciel ouvert : une en Cisjordanie et une dans la bande de Gaza, entretenues par des centaines de milliers d'Israéliens. Ils devaient participer à l'entretien de cette méga-prison en assurant le maintien de l'ordre pour des millions de personnes chaque jour. Leibowitz a mis en garde Kollek et Abba sur un point avec lequel il n'était pas d'accord avec eux. À savoir, l'hypothèse que l'on pourrait séparer les deux. Qu'il y aura cet Israël démocratique, libéral, pluraliste, à l'intérieur des frontières d'avant 1967, et qu'il y aura quelque chose de moins admirable, de moins heureux, mais que l'on peut espérer gérer, au-delà de la ligne verte, au-delà des frontières d'Israël.
Et il a eu raison de mettre en garde contre le fait qu'on ne pourra pas l'endiguer, qu'il débordera sur Israël et qu'on n'aura pas deux entités à la fin de la journée, à savoir un Israël libéral et démocratique à côté d'une Palestine occupée.
Non, en fin de compte, on aura un système d'apartheid pouvant présenter des variétés dans la manière dont il contrôle la vie des Palestiniens, mais qui, par essence, comme l'ont compris récemment Human Rights Watch et Amnesty International, devra être gouverné par la ségrégation, la discrimination et l'oppression. Peu importe que l'on parle de Tel Aviv et de Haïfa, ou de Naplouse et de Gaza. C'est devenu un pays organique où les Palestiniens sont soumis à une variété de régimes juridiques et militaires qui violent les droits civils et humains fondamentaux.

Chris Hedges : Je voudrais juste dire que les Arabes israéliens, même si, avant 1967, des mesures ont été prises pour les incorporer, n'ont pas servi dans l'armée ou dans les unités de renseignement. C'est exact, n'est-ce pas ?

Ilan Pappé : Oui.

La quadrature du cercle - valeurs universelles ou oppression

Chris Hedges : Pour Leibowitz, ce n'est pas seulement que l'occupation n'est pas durable, c'est aussi ce qu'elle fait, comment elle déforme la société israélienne. Je me demande si vous pouvez nous parler de ce qui s'est passé. Je suis particulièrement intéressé par les raisons pour lesquelles vous pensez que ces fanatiques sionistes, ces bigots et ces crypto-fascistes, ces gens qui entourent Netanyahou, ont pris de l'ascendant.

Ilan Pappé : Je pense qu'il y a deux crises à l'œuvre ici. La première est ce que l'on peut appeler la gauche sioniste. Cette tentative de quadrature du cercle qui consiste à se dire que l'on peut être à la fois un occupant

et un socialiste ou un libéral. Cette tentative a échoué à bien des égards. Tout d'abord, les Palestiniens n'ont pas été impressionnés par cela. Ils ont compris, comme je l'ai dit un jour, que lorsqu'un sioniste pose une botte sur votre visage, peu importe qu'il tienne le livre de Marx ou la Bible, ce qui compte, c'est la botte. Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles la gauche sioniste ne fonctionnait pas.
Deuxièmement, les électeurs israélo-juifs avaient le sentiment qu'il s'agissait d'une tromperie. Ils disaient : «Vous pensez comme nous, mais vous auriez aimé que les choses soient plus agréables. Vous auriez aimé que le monde n'en prenne pas pleinement conscience. Vous ne voulez pas perdre votre légitimité internationale. Ce n'est pas parce que vous avez une approche morale différente, mais vous avez une approche plus fonctionnelle. » Et cela n'a pas convaincu l'électorat juif.
La première crise a donc été ce que j'appelle l'incapacité à créer la quadrature du cercle, à prendre des valeurs universelles et à les faire coexister avec les valeurs du colonialisme et de l'oppression.
La seconde crise, non moins importante, est l'échec ou l'effondrement de l'idée que l'on peut redéfinir le judaïsme comme en nationalisme. On a tenté de créer une culture juive, une identité juive, qui soit laïque, et cela n'a pas fonctionné. Il y a eu quelques réussites. Il ne fait aucun doute qu'il existe une culture hébraïque. Je rêve en hébreu. L'hébreu est ma langue maternelle et je suis donc pleinement conscient du succès du sionisme dans la création d'une culture hébraïque. Mais la culture hébraïque ne remplace pas le judaïsme. Elle crée une culture autour de la langue, mais n'a pas le pouvoir d'une affiliation religieuse.
Ce qui s'est passé, c'est que si les Juifs religieux avaient une idée claire de ce qu'est le judaïsme, les Juifs israéliens n'ont jamais su ce que cela signifiait d'être un Juif israélien. Comme vous le savez probablement, sur nos cartes d'identité, notre nationalité n'est pas israélienne. Non, les Israéliens ont une identité nationale, celle d'être Israélien.
Sur ma carte d'identité, il est écrit que ma nationalité est juive et sur la carte d'identité de mon voisin qui est un Israélien palestinien, il est écrit que sa nationalité est musulmane, et non pas palestinienne ou chrétienne. (1) Ils essaient d'imposer l'idée qu'ils peuvent jouer avec les identités religieuses et même l'imposer aux chrétiens et aux musulmans. Cela ne fonctionne pas. Et je pense que, où que ce soit dans le monde, la tentative de créer une identité étatique équivalente à une identité religieuse dans le monde moderne ne fonctionne pas. Cette crise a conduit de nombreux Juifs israéliens à revenir au judaïsme en tant que religion, y compris les Juifs arabes qui étaient de toute façon plus traditionnels. Ils se sont alors posé des questions similaires à celles qui se posent dans l'islam politique. Pouvons-nous transposer les écritures juives en documents politiques de notre temps ? Pouvons-nous imposer les impératifs de la religion dans le domaine public, dans la politique de l'État, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur ? Pour les Israéliens laïques, c'est une chose avec laquelle ils ne peuvent coexister. Mais ils n'ont pas vraiment de bonne réponse. Que signifie donc être juif si ce n'est pas être un juif religieux ? Qu'est-ce qu'un juif laïque ? Qu'est-ce qu'un musulman laïque ? Ou un chrétien laïque ? C'est une crise qui peut exister dans d'autres endroits, mais pas comme dans cette cocotte-minute en Israël où ces questions deviennent vitales et existentielles.

Chris Hedges : Lorsque Thucydide a parlé de l'expansion de l'empire athénien, il a écrit que « la tyrannie qu'Athènes a imposée aux autres, elle se l'est finalement imposée à elle-même ». Dans quelle mesure la tyrannie qu'Israël a imposée aux Palestiniens occupés s'impose-t-elle maintenant à elle-même ?
Ilan Pappé : Nous avions des indications claires. Elles existaient déjà, mais je pense que le 7 octobre a été un prétexte pour que cette tyrannie soit dirigée contre des citoyens israéliens libres penseurs qui, par définition, sont aussi des Juifs. Nous avons un cas clair en la personne du professeur d'histoire de Petah Tikva. Il n'a fait que partager avec ses élèves des points de vue alternatifs à ceux qu'ils entendent dans les médias israéliens. Il a été arrêté pendant quelques jours avant d'être relâché. Toute tentative de la part de citoyens palestiniens d'Israël ou de citoyens israéliens antisionistes d'exprimer des doutes ou même de dire qu'il faut comprendre le contexte du 7 octobre est considérée par la police comme une incitation au terrorisme. Comme le savent tous les historiens, il est inévitable que cela ne se limite jamais à un groupe de personnes particulier. On finit donc par utiliser ce pouvoir contre son propre peuple. Ce qui compte, c'est la personne qui utilise le pouvoir.
Il existe en Israël des sociologues critiques très importants, dont je ne fais pas partie, mais ils ont suivi la manière dont les échelons supérieurs du service de sécurité israélien, les échelons supérieurs de l'armée, sont désormais peuplés par ce que j'appelle l'État de Judée, à savoir les colons. Les colons religieux nationaux occupent désormais une position très importante. L'exemple ultime est bien sûr le terroriste de l'État de Judée, Ben-Gvir, qui occupe le poste de ministre de la Sécurité intérieure.
Il y a donc aussi au sommet quelqu'un qui n'hésite pas à utiliser contre les Israéliens qui pensent librement, qu'ils soient juifs ou arabes, les mêmes moyens qu'il veut utiliser contre les Palestiniens. Même s'il est un peu

la risée de ses propres subordonnés, il y a sous ses ordres des gens importants qui appartiennent en fait à la fonction publique et qui ne sont pas élus politiquement. Mais ils viennent de cette pépinière idéologique qui considère les gens comme moi comme aussi dangereux que n'importe quel Palestinien, et c'est quelque chose qui se propage maintenant en Israël.

7 octobre - conséquences directes

Chris Hedges : Parlons du 7 octobre, à la fois de ses effets au niveau micro et, en tant qu'historien, au niveau macro.

Ilan Pappé : L'impact au niveau micro est vraiment bizarre et j'essaie de le comprendre. Je commence à le comprendre. Commençons par la société israélo-juive. Il y a ce mélange presque impossible d'incrédulité totale dans la capacité de l'État juif à vous défendre ou même à vous fournir les services les plus fondamentaux. Il s'agit donc d'un effondrement total de la confiance en la capacité de l'État à subvenir à vos besoins. Ce n'est pas seulement parce que l'armée n'a pas réussi à vous défendre, mais aussi parce que l'État n'était plus là après le 7 octobre. Je ne sais pas dans quelle mesure les gens en sont conscients, mais l'État n'a plus fonctionné pendant environ deux mois, ni au niveau social, ni au niveau économique. C'est la société civile qui s'en est chargée. Le gouvernement n'a pas du tout aidé les personnes expulsées du nord ou du sud.

Il y a donc, d'une part, un effondrement de la confiance dans l'État. D'autre part, il y a un soutien total aux politiques génocidaires à Gaza. C'est une contradiction, mais on peut comprendre d'où elle vient. C'est l'un des micro effets qu'on retrouve : après le 7 octobre, la société israélo-juive en Israël est encore plus intransigeante, inflexible, théocratique et fanatique.

En ce qui concerne les Palestiniens, je pense que le mouvement national palestinien se poserait lui aussi de grandes questions, car c'est une lourde responsabilité que d'organiser une opération en sachant probablement à l'avance quelle serait la réaction israélienne.

J'ai participé à un séminaire en ligne avec des Libanais et nous en avons parlé, et je pense qu'il y a des similitudes. Les gens m'ont dit : « Mais le Hamas s'appuyait en quelque sorte sur l'héritage de l'année 2000, lorsque le Hezbollah avait courageusement réussi à repousser l'armée israélienne hors du Liban ». Voilà donc un exemple d'un groupe paramilitaire arabe qui a pu rivaliser avec la puissance de l'armée israélienne. Mais j'ai répondu : « Oui, mais il y a un autre héritage. Il s'agit de l'héritage de 2006, lorsque Hasan Nasrallah, le chef du Hezbollah, a déclaré : « Si j'avais su que la réaction israélienne à l'enlèvement de trois soldats serait la destruction de Beyrouth, je n'aurais pas ordonné cette opération ».

Il a donc parlé de responsabilité : quand on poursuit une stratégie, on est aussi responsable de ses propres hommes. Il serait intéressant de voir comment les Palestiniens réagissent à la riposte israélienne, ce qui dépasse évidemment leurs possibilités. Je pense qu'ils ont été capables de mobiliser l'opinion publique pour montrer que la solidarité croissante avec les Palestiniens ne s'affaiblit pas, que l'on condamne ou non l'opération d'octobre.

Parlons maintenant du niveau macro. Le niveau macro est qu'Israël ne va pas vaincre le Hamas facilement et qu'il va rester bloqué. Afin de maintenir une certaine forme de succès, de victoire, ils devront rester là pendant des années en occupation directe. Cette situation pourrait facilement dégénérer en un soulèvement en Cisjordanie et une attaque du Hezbollah depuis le nord, et qui sait, même des courants sous-jacents dans le monde arabe qui modifieraient la tolérance arabe à l'égard d'Israël que nous avons observée jusqu'à présent. Cette situation peut dégénérer en une guerre régionale. Voilà le scénario noir.

Le scénario plus positif au niveau macro est que la société civile qui est maintenant très propalestinienne et qui soutient même le boycott et le désinvestissement d'Israël, pourrait réussir à convaincre certains gouvernements du Nord, et certainement du Sud, d'aller au-delà des actions de la société civile et d'imposer des sanctions et des pressions à Israël. Il se peut qu'une perception totalement nouvelle se développe quant à la nécessité de faire pression sur Israël pour qu'il renonce à ses politiques suprémacistes, à son oppression, etc.

Il est trop tôt pour juger lequel de ces deux processus se déroulera. Il se peut même qu'ils se déroulent conjointement, à savoir que plus la région deviendra violente, plus la communauté internationale sera disposée à modifier ses perceptions fondamentales de l'essence du problème et de la manière d'y remédier.

Le rôle de Washington

Chris Hedges : Mais Washington n'est-il pas la clé ? Je veux dire qu'Israël, tout comme les États-Unis, est déjà confronté à cette question. Ce sont deux États parias, comme nous l'avons vu avec le vote à l'ONU. Tant qu'Israël bénéficie du soutien inconditionnel de Washington, il peut résister à toute forme de pression, n'est-ce pas ?

© Photo Keystone/ EPS/ Sarah Yenesel. 26 octobre 2023 : Des juifs aux États-Unis manifestent contre la politique actuelle du gouvernement israélien.

Ilan Pappé : C'est une question très importante, car je pense que le Sud a aussi du pouvoir. Récemment, en septembre, j'ai enseigné dans une université chinoise, et il était très clair que la Chine, par exemple, est toujours réticente à s'impliquer dans la question de la Palestine. C'est parce que la politique étrangère chinoise, contrairement à la façon dont elle est dépeinte en Amérique, est intéressée par les gains économiques plus que par toute autre chose. La Palestine n'est certainement pas une mine d'or économique à l'heure actuelle. Je ne pense donc pas qu'ils s'y impliqueront beaucoup.
Mais je pense qu'il y a d'autres puissances sur la carte internationale qui pourraient défier l'hégémonie américaine sur la question de la Palestine, c'est un premier point. Deuxièmement, oui, l'Amérique reste un élément clé. Cependant, il se passe quelque chose dans la société civile américaine.
Les Israéliens et les pro-israéliens américains aiment appeler cela la montée d'un nouvel antisémitisme, ce qui est une analyse très superficielle du fait que la jeune génération d'Américains est d'une part beaucoup mieux informée que la génération précédente sur ce qui se passe en Palestine et d'autre part, elle est beaucoup plus engagée. Certains diraient qu'ils sont naïfs, mais ils sont plus engagés dans les dimensions morales des politiques étrangères et de sécurité. Cela inclut de larges pans de la jeune communauté juive américaine. Je ne suis donc pas sûr que cette vision déterministe de la politique américaine soit la bonne approche. Je pense qu'il y a aussi une chance que la politique américaine puisse changer.

Deux coalitions différentes

Mais je pense, Chris, que la chose la plus vraisemblable est de dire qu'il y a maintenant deux coalitions concernant la Palestine. L'une d'entre elles est ce que j'appelle l'Israël mondial. Il est composé de gouvernements occidentaux, de multinationales, d'industries militaires, d'industries de sécurité, de communautés de sionistes chrétiens et de juifs qui continuent à fournir à Israël une immunité pour presque tout ce qu'il fait, presque automatiquement, comme une sorte de foi.
Face à cela, il y a la Palestine mondiale. Elle est composée de sociétés civiles et de certains gouvernements du Sud qui ne sont pas seulement favorables aux Palestiniens, mais qui croient vraiment que la lutte pour la justice en Palestine est étroitement liée à leurs propres luttes contre l'injustice dans leurs propres sociétés. Il s'agit de la jeune génération mondiale.
Je pense que cette lutte va au-delà de la Palestine. Elle relie les questions écologiques, les questions de pauvreté, les questions de droits des minorités en Palestine entre autres, et par conséquent, je ne pense pas que l'équilibre des pouvoirs se résume aux États-Unis contre le reste du monde. Je pense qu'il existe des coalitions mondiales beaucoup plus complexes, qui ne concernent pas seulement la Palestine. Je vois la

pertinence principalement dans le cas de la Palestine parce que je m'y intéresse. Mais je suis sûr qu'elles peuvent également être visibles dans d'autres lieux de discorde et où les conflits font toujours rage.

Regard sur Gaza

Chris Hedges : Pour terminer, examinons la situation de Gaza. Tout d'abord, je voudrais parler des intentions. L'ONU affirme que la moitié des habitants de Gaza sont aujourd'hui menacés de famine. J'étais à Sarajevo pendant la guerre, il y avait 300 à 400 obus par jour, quatre à cinq morts par jour, environ deux douzaines de blessés par jour. Ce n'est qu'une comparaison. Je ne veux pas minimiser ce qui s'est passé à Sarajevo ; j'en fais encore des cauchemars. Mais ce n'est rien comparé à ce qui se passe à Gaza en termes de niveau de bombardement.

Quelle est l'intention ? S'agit-il de créer une crise humanitaire d'une telle ampleur que la communauté internationale soit obligée d'intervenir et de devenir un partenaire de l'épuration ethnique ? Qu'en pensez-vous ? Vous connaissez mieux que moi l'état d'esprit des gens qui entourent Netanyahou.

Ilan Pappé : Eh bien, tout d'abord, je pense qu'au départ, il s'agissait plus d'une insistance sur la vengeance que d'une planification très minutieuse. Tout ne doit pas être attribué à une planification claire et systématique. Au fil des jours, il est apparu clairement à au moins un groupe de décideurs politiques qui pensaient que la guerre était un prétexte pour se débarrasser de Gaza, qu'il fallait une planification plus systématique. Ainsi, le résultat, en ce qui les concerne, est le dépeuplement de la bande de Gaza du plus grand nombre possible de Palestiniens, soit vers l'Égypte, soit vers d'autres parties du monde, car si la bande de Gaza n'est pas durable aujourd'hui, elle le sera encore moins à l'avenir. Je pense qu'il y a une composante parmi les décideurs politiques israéliens qui croient qu'ils ont le pouvoir de le faire.

Il y a des gens plus modérés, ou à mon avis plus pragmatiques, comme Benjamin Gantz, Gadi Eizenkot, c'est selon. Ils ont rejoint le gouvernement au dernier moment, en provenance de l'opposition. Je ne sais pas quelle sera leur influence le jour d'après. Mais s'ils sont encore influents le jour d'après, ils ont un certain objectif en tête, qui est d'annexer une partie de la bande de Gaza directement à Israël. Cela laisserait un tout petit morceau de terre avec un grand nombre d'habitants et l'espoir que quelqu'un d'autre gère les affaires intérieures de Gaza, qu'il s'agisse de l'Autorité nationale palestinienne ou d'une force multinationale.

Mais ils ne croient pas qu'il soit même possible de discuter de scénarios pour le jour d'après avant de réaliser ce qu'ils ont promis au public israélien, et c'est quelque chose qu'ils ne peuvent pas réaliser. C'est l'une des raisons du carnage auquel nous assistons, car ils veulent cette photo de victoire. Après une sorte de photo de triomphe qui montre que le Hamas n'est plus visible à Gaza, ou du moins qu'il n'est plus visible en tant que force militaire. Je ne pense pas qu'ils puissent y parvenir, mais ils y croient encore.

Jusqu'à ce que cela se produise, ils continuent sans relâche, [mettant ainsi encore plus en danger la vie des quelque 130 otages israéliens toujours détenus par le Hamas dans la bande de Gaza]. Ils affirment que les deux objectifs de ce qu'ils appellent la manœuvre terrestre sont de détruire le Hamas en tant que puissance militaire et de sauver les otages. La façon dont ils agissent montre clairement qu'ils ont renoncé aux otages. Mais ils pensent toujours qu'ils ont le pouvoir d'obtenir l'image qu'ils veulent, soit un Sinwar mort, soit un Sinwar expulsé, tel le scénario du Liban en 1982 avec Arafat partant pour Tunis avec le reste de la direction palestinienne. Ce sont les scénarios qu'ils ont et tous les moyens semblent justifiés à leurs yeux pour y parvenir.

Un avenir sombre pour Israël ?

Chris Hedges : Vous affirmez donc qu'ils n'y parviendront pas. Que se passera-t-il s'ils n'y parviennent pas ?

Ilan Pappé : C'est ce que je voulais dire auparavant. Ce qui se passera, c'est qu'ils resteront coincés là-bas bien plus longtemps qu'ils ne le pensent, impliqués dans une guérilla bien plus longue qu'ils ne le pensent, risquant ainsi une escalade à tout moment qui pourrait faire intervenir d'autres facteurs et d'autres acteurs dans ce conflit, avec des conséquences désastreuses pour Israël lui-même.

Pouvez-vous imaginer, Chris, ce qui se serait passé si, le 7 octobre, le Hezbollah avait coordonné avec le Hamas une attaque similaire sur le Nord ? N'oubliez pas que le principal problème militaire d'Israël était que la majeure partie de son armée se trouvait en Cisjordanie pour défendre les colons et les aider dans leur nettoyage ethnique. Il n'y avait donc pas assez de soldats dans le nord et pas assez de soldats à la frontière de Gaza pour empêcher une opération comme celle menée par le Hamas. Imaginez ce qui se serait passé si le Hezbollah s'était joint à l'opération. Comment Israël aurait-il pu s'en sortir ? D'une manière ou d'une autre, cette leçon n'a pas été retenue par les responsables politiques israéliens.

Je pense donc qu'ils vont entraîner Israël dans un avenir très sombre, même pour les Israéliens eux-mêmes, en termes de pertes humaines, d'isolement international et de crise économique. S'appuyer en permanence sur le Congrès américain n'est pas le meilleur et le plus solide pilier au monde pour construire l'avenir d'une

jeune génération et lui dire qu'elle vit dans le meilleur endroit où les Juifs puissent se trouver dans le monde à l'heure actuelle. D'une certaine manière, ils creusent leur propre tombe, car ils ne veulent pas voir quel est le problème et quel est le prix à payer s'ils veulent vraiment construire un avenir différent.
***Source**: The Chris Hedges Report: The Chris Hedges Report, The real news network, 29 February 2024*

Note :
1 [(Réd.) En Israël, cependant, la citoyenneté et la nationalité sont – et devraient être – différentes. L'État d'Israël tient un registre national de la population dans lequel chaque résident est classé en fonction de sa « citoyenneté » et de sa « nationalité ». La citoyenneté de tous les Israéliens est répertoriée comme étant « israélienne ». Cependant, sous la rubrique « nationalité », ils sont définis comme appartenant à différents groupes ethniques et religieux, parmi lesquels les Juifs, les Arabes et les Druzes.
Source : Yedida Stern, vice-présidente de l'Institut israélien de la démocratie (IDI), et Jay Ruderman, Is « Israeli » a Nationality ? 2014]

Chris Hedges, né en 1956, est un journaliste et auteur américain. Il a étudié à l'Université de Colgate et à la Harvard Divinity School. Chris Hedges a passé près de vingt ans en tant que correspondant étranger en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afrique et dans les Balkans. Il a très tôt critiqué ouvertement le plan américain d'invasion et d'occupation de l'Irak, qualifiant la couverture médiatique de l'époque d'« acclamations honteuses ». En 2002, il a fait partie d'une équipe de journalistes du New York Times qui a remporté le prix Pulitzer pour sa couverture du terrorisme mondial. Il a publié plusieurs ouvrages, dont « America : The Farewell Tour » (2018) et « The Greatest Evil is War » (2022).
Ilan Pappé est né en 1954 à Haïfa. En 1978, il est diplômé de l'Université hébraïque de Jérusalem, en 1984 obtient un doctorat de l'Université d'Oxford, se consacrant notamment à la relation entre le Royaume-Uni et la naissance d'Israël, un thème qui l'accompagnera tout au long de sa vie. Entre 1984 et 2006, il est maître de conférences au département d'histoire du Moyen-Orient et au département de sciences politiques de l'Université de Haïfa. Aujourd'hui, il est professeur au Collège des sciences sociales et des études internationales de l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni, où il dirige le Centre européen d'études sur la Palestine et codirige le Centre d'études ethno-politiques d'Exeter. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « The biggest Prison on Earth: A History of The Occupied Territories » (2019) et « The Ethnic Cleansing of Palestine ».

Chris HEDGES
schweizer-standpunkt.ch
7 mars 2024

https://fr.sott.net/article/43472-Le-mythe-de-la-democratie-israelienne

---

Humour de Siné mensuel

Punitions collectives

C'était l'un des pires châtiments dans la Grèce antique. En cas de meurtre politique ou de haute trahison, l'assemblée des citoyens pouvait décider la *kataskaphê,* la destruction de la maison du coupable, et la condamnation de sa famille à l'exil. Par cette peine, écrit l'historien Walter R. Connor, la cité voulait matérialiser *« la mise à l'écart définitive de la société du transgresseur et de ses descendants (1) ».* Le moindre de leurs biens devait être réduit en poussière, afin d'éviter qu'il ne soit vendu ou échangé, et il arrivait même que l'on déterre les os de leurs ancêtres pour les jeter hors de la ville.

En matière de punition collective, la Chine impériale ne manquait pas non plus d'imagination. Pendant des siècles, elle a appliqué le principe d'« exécution du clan », c'est-à-dire la liquidation des familles de certains criminels. Toute la lignée pouvait y passer, ainsi que la belle-famille et parfois au-delà. Accusé de contester la légitimité de l'empereur, l'érudit Fang Xiaoru fut tué en 1402 avec l'ensemble de son entourage, depuis ses neveux jusqu'à ses élèves et ses amis, soit un total de 873 personnes.

Courantes dans l'Antiquité et au Moyen Âge, de telles sanctions passeraient aujourd'hui pour barbares. La justice moderne ne repose-t-elle pas sur le principe de responsabilité personnelle ? Et le droit international ne range-t-il pas les peines collectives parmi les « crimes de guerre » ? Nul ne saurait être puni pour des fautes qu'il n'a pas commises : même les régimes les plus autoritaires reconnaissent ce principe, au moins sur le papier.

En Palestine, le temps des châtiments collectifs semble pourtant n'avoir jamais disparu. Depuis des décennies, Israël rase les maisons de Palestiniens accusés de terrorisme, avant même toute condamnation judiciaire, mettant leur famille à la rue dans un seul but de vengeance, d'humiliation et d'intimidation. Cela touche aussi les habitants de Jérusalem-Est, qui peuvent perdre leur titre de résidence à cause des actes d'un proche. Comme de nombreux États en guerre, l'armée de Tel-Aviv pratique également l'exécution de voisinage, en pilonnant des immeubles entiers pour atteindre un suspect et même, depuis les attaques du 7 octobre, en ciblant l'intégralité d'une ville : tous les habitants de la bande de Gaza doivent payer pour les massacres du Hamas.

En France aussi flotte dans l'air un parfum de culpabilité par association. Sitôt qu'un immigré commet un crime, des voix s'élèvent pour réclamer une loi qui pénaliserait l'ensemble des étrangers. On ne compte plus les dirigeants politiques impatients de châtier les parents pour les méfaits de leurs enfants. Mme Valérie Pécresse (Les Républicains, LR) souhaite les priver d'allocations familiales, M. Éric Zemmour (Reconquête) les expulser des logements sociaux, M. Éric Ciotti (LR) les envoyer en prison… Comme aux États-Unis, où les parents peuvent se retrouver quelques jours derrière les barreaux lorsque leur progéniture sèche trop souvent l'école – méthode qui n'a jamais produit aucun résultat, hormis de précariser encore davantage des familles déjà fragiles.

Jadis apanage de l'extrême droite, l'idée a récemment conquis le camp du président Emmanuel Macron. *« Il faudrait qu'à la première infraction, on arrive à sanctionner financièrement et facilement les familles, une sorte de tarif minimum dès la première connerie »,* préconisait le chef de l'État au lendemain des émeutes de l'été 2023, dans une logique digne de la mafia : un individu se montrerait d'autant plus obéissant qu'il sait ses proches menacés. Chargée d'affiner ce projet, la ministre des solidarités a promis la mise en place de travaux d'intérêt général pour les *« parents défaillants »,* une sanction pénale assortie d'une menace d'emprisonnement en cas de non-exécution.

Les amateurs de *kataskaphê* inventent un nouveau contrat social : en haut de l'échelle, tout succès mérite récompense individuelle ; en bas, tout échec appelle une punition collective.

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, mars 2024)

Face au Hamas, le gouvernement Netanyahou exclut toute solution politique

L'erreur stratégique d'Israël

Le 7 octobre, Israël a subi un traumatisme majeur avec l'attaque du Hamas contre la population civile et des sites militaires. L'une des causes de cet événement tragique est le refus de ses dirigeants de favoriser une réponse politique à la question palestinienne. La guerre menée actuellement à Gaza au prétexte d'annihiler le Hamas est porteuse de futurs drames.

Il a beaucoup neigé sur Jérusalem, ce 15 mars 2003, et M. Avi Dichter, alors patron du Shin Beth, le service de renseignement intérieur israélien appelé aussi « Shabak », doit faire une partie du trajet à pied pour se rendre chez M. Matti Steinberg, dans le quartier de Beit Hakerem. Il doit lui annoncer qu'il ne veut plus de ses services. Ce faisant, il se prive du meilleur spécialiste du dossier palestinien (1) qui, au fil des décennies, a été successivement l'analyste principal du Mossad, des renseignements militaires puis du Shin Beth. À contre-courant de la politique gouvernementale, l'expert a critiqué le rejet par le premier ministre Ariel Sharon de l'initiative pour la paix présentée en mars 2002 au sommet de la Ligue arabe de Beyrouth par le roi Abdallah Al-Saoud (2). Ce plan, qui demeure à ce jour la position officielle de la Ligue, propose la normalisation définitive entre Israël et ses voisins arabes en échange d'un retrait total d'Israël des territoires occupés en juin 1967.
Mettant aussi en cause la politique de liquidations ciblées de dirigeants palestiniens, M. Steinberg est surtout persuadé que la direction politique met le pays en danger en considérant la situation uniquement sous l'angle sécuritaire. Selon ses analyses, seule la création d'une Palestine indépendante peut permettre à Israël de demeurer un État juif et démocratique. Désormais universitaire renommé, M. Steinberg n'a eu de cesse de faire entendre sa voix au cours des deux dernières décennies. En 2005, il a tenté, sans succès, de faire comprendre aux décideurs militaires et politiques que le démantèlement unilatéral des colonies de Gaza décidé par Sharon conduirait à une catastrophe stratégique. Pourquoi un tel choix a-t-il été fait ? À l'époque, M. Dov Weissglas, avocat et proche conseiller du premier ministre, avait vendu la mèche en révélant au quotidien *Haaretz* les véritables intentions du gouvernement : *« Le* [retrait de Gaza] *signifie le gel du processus politique. Et, lorsque vous gelez ce processus, vous empêchez la création d'un État palestinien et toute discussion sur les réfugiés, sur les frontières, et sur Jérusalem »* (8 octobre 2004). Dans la foulée de ce retrait, le gouvernement israélien a refusé le renforcement de la police de l'Autorité palestinienne à Gaza et interdit, en juillet 2007, à l'armée israélienne d'épauler cette même police lors du coup de force du Hamas pour prendre le contrôle de l'enclave. Du point de vue des responsables israéliens, militaires et politiques, le choix du statu quo conduisait à laisser l'organisation islamiste gérer son territoire, tout en affaiblissant l'Autorité palestinienne, présidée par M. Mahmoud Abbas à partir de Ramallah, en Cisjordanie. C'était oublier, explique M. Steinberg, que pour le Hamas, mouvement fondamentaliste, Gaza et l'ensemble de la Palestine sont une terre d'Islam dont le centre est la sainte mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem.

La vengeance n'est pas une politique

Revenu au pouvoir en 2009, M. Benyamin Netanyahou a poursuivi cette stratégie du maintien du Hamas au pouvoir à Gaza, en autorisant, par exemple, le Qatar à le financer. En 2019, il expliquait aux députés du Likoud que toute personne qui veut empêcher la création d'un État palestinien doit soutenir le renforcement et le transfert de fonds au Hamas (3). Formant, en décembre 2022, le gouvernement le plus annexionniste de l'histoire d'Israël, le premier ministre a donné les clés de la colonisation à M. Bezalel Smotrich, en le nommant ministre des finances ainsi que ministre délégué à la défense – et à ce titre responsable de l'administration civile de la Cisjordanie. En 2017, ce colon messianique avait publié un plan destiné, selon lui, à assurer la victoire d'Israël. En réalité, une véritable déclaration de guerre au mouvement palestinien. Le plan offrait aux *« Arabes de Judée-Samarie »,* autrement dit de Cisjordanie, le choix de *« rester et vivre en tant qu'individus dans l'État juif »* tout en posant cette condition : *« Celui qui ne veut ou ne peut renoncer à ses ambitions nationales recevra une aide pour lui permettre d'émigrer vers un des nombreux États arabes. »*
Tout en se consacrant à ses activités universitaires, M. Steinberg suit de près, et avec inquiétude, les réactions palestiniennes à ces développements. Sur les sites Internet du Hamas, il relève un emballement des discours eschatologiques. Si le cheikh Ahmed Yassine (1937-2004), fondateur de l'organisation, avait annoncé que

l'*« entité sioniste »* disparaîtrait en 2027, l'ancien analyste du Shabak note que les théologiens du Hamas semblent décidés à anticiper la prophétie. Le 25 août dernier, M. Saleh Al-Arouri, vice-président du bureau politique du Hamas et cofondateur de sa branche armée, les Brigades Izz Al-Din Al-Qassam, déclare sur une chaîne de télévision libanaise proche du Hezbollah : *« Bezalel Smotrich veut un conflit majeur qui lui permette de déplacer les Palestiniens de la Cisjordanie et des territoires palestiniens occupés en 1948. Je vois devant nous une étape imminente où nous mènerons une bataille intense, mais dont le résultat aura un impact majeur sur la situation en Palestine et dans la région* (4). *»* Dans cet entretien, M. Al-Arouri évoque seulement la Cisjordanie, sans dire un mot de Gaza. Une omission – délibérée ? – qui a pu contribuer à détourner l'attention des services de renseignements israéliens quant à ce qui se préparait dans l'enclave… mais qui n'échappe pas à M. Steinberg.

Le 7 octobre, très tôt le matin, Israël subit la plus grande défaite militaire de son histoire. Des milliers de miliciens armés franchissent la barrière de sécurité construite autour de Gaza, investissent et conquièrent les bases militaires avoisinantes. À l'occasion de Simhat Torah, la fête de la Torah, l'état-major les avait dégarnies pour assurer la sécurité des colons de Cisjordanie. Après avoir tué et fait prisonniers des dizaines de militaires, hommes et femmes, les assaillants pénètrent dans vingt-deux localités israéliennes pour y massacrer des habitants et enlever des civils de tous âges. Au 20 décembre, le dernier bilan de cette attaque fait état, côté israélien, de 859 civils, 278 militaires et 44 policiers tués, cela sans oublier 255 otages emmenés à Gaza (118 ont été libérés durant la trêve de novembre). Près d'un millier d'assaillants ont été tués. L'armée mettra quatre jours à reprendre le contrôle total de la frontière.

Pour la première fois depuis 1973, la mobilisation générale est décrétée, 360 000 réservistes sont rappelés. Israël passe à l'offensive, avec pour objectif la destruction des capacités militaire et politique du Hamas ainsi que la libération des otages détenus à Gaza. À la suite d'une intense campagne de bombardements aériens, une vaste opération terrestre débute, soutenue par l'administration américaine et plusieurs États occidentaux. Un pont aérien massif approvisionne l'armée israélienne en missiles et munitions issus des arsenaux américains. Le 9 décembre, à Gaza, le bilan était, selon le ministère de la santé sous contrôle du Hamas, de 20 000 Palestiniens tués, parmi lesquels 7 000 enfants (5). D'après l'Organisation des Nations unies (ONU), 18 % des habitations sont endommagées ou détruites. Après plusieurs semaines de soutien actif, le président des États-Unis a fini par hausser le ton le 12 décembre : *« Ces bombardements aveugles font perdre à Israël son soutien international,* a prévenu M. Joseph Biden, *et Benyamin Netanyahou devrait changer son gouvernement, le plus conservateur de l'histoire d'Israël, qui comporte [le ministre de la sécurité nationale Itamar] Ben-Gvir et compagnie. Ils ne veulent rien qui s'approche de près ou de loin d'une solution à deux États. Ils veulent non seulement se venger de ce que le Hamas a fait, mais aussi de tous les Palestiniens. Ils ne veulent pas d'une solution à deux États. »*

M. Netanyahou a réagi le jour même en réitérant son refus d'un État palestinien. Pas question non plus d'accepter l'installation à Gaza de l'Autorité palestinienne. *« Je ne permettrai pas à Israël de répéter l'erreur des accords d'Oslo. Je ne permettrai pas l'entrée à Gaza de ceux qui éduquent au terrorisme, soutiennent le terrorisme et le financent… Gaza ne sera ni le Hamastan ni le Fatahstan. »*

Quelle serait la réaction de la population israélienne en cas de crise avec les États-Unis ? Lors d'un récent sondage, l'Israel Democracy Institute a posé la question suivante : *« Israël doit-il accepter le principe de la solution à deux États afin de continuer de recevoir l'aide américaine ? »* Seuls 35 % des Juifs interrogés ont répondu par l'affirmative, 52 % refusent une telle option (6). *« Les Israéliens ne sont pas particulièrement ébranlés par les destructions à Gaza car l'opinion est chauffée à blanc,* estime la professeure Tamar Hermann, qui a codirigé cette enquête. *Chaque jour on apprend que des otages ont été tués, et puis nos soldats meurent au combat. Selon moi, il aurait été préférable que l'armée utilise des moyens plus sophistiqués et moins destructeurs, afin de veiller à l'éthique du combat d'Israël. Mais je doute que cela ait changé quoi que ce soit à l'opinion internationale envers le pays. »*

Pour sa part, M. Steinberg s'avère très critique de l'action gouvernementale. *« Au-delà des considérations morales et juridiques, il faut dire que, en l'absence de stratégie, la vengeance ne peut être une politique. Laisser la bride sur le cou à l'armée face à la population civile de Gaza représente un danger pour Israël. En poussant leur principal ennemi à surréagir, les organisations terroristes cherchent à le délégitimer aux yeux de l'opinion internationale. Cela leur accorde en retour une forme de légitimité. Si Israël ne se retire pas de Gaza, il va faire face à une forme de guérilla omniprésente, dont l'objectif sera de l'embourber dans une situation identique à celle qu'il a connue dans le sud du Liban. Cela représenterait une menace pour les relations avec l'Égypte et la Jordanie, pouvant aller jusqu'à remettre en question les traités de paix avec ces pays. Le Hamas en sortira renforcé. »*

Alors que se déroulent quotidiennement les obsèques de militaires morts au combat à Gaza, ces considérations ne sont guère partagées par une opinion publique traumatisée par les événements du 7 octobre. Tous les samedis soir, plus de cent mille personnes se rassemblent devant l'esplanade du musée

d'art de Tel-Aviv, baptisée « place des otages ». Elles manifestent leur soutien aux familles des otages qui, souvent au bord du désespoir, exigent du gouvernement qu'il fasse de la libération de leurs proches sa priorité absolue. Devant le Parlement (Knesset), plusieurs familles, dont les parents ont été assassinés par le Hamas, se sont installées dans une tente en jurant d'y rester aussi longtemps que le gouvernement Netanyahou n'aura pas démissionné. M. Yaacov Godo, 74 ans, père endeuillé, en a pris l'initiative. Son fils Tom, 52 ans, a été tué le 8 octobre par les assaillants dans sa maison du kibboutz Kissoufim en protégeant son épouse et leurs trois filles, qui ont été sauvées. Militant de l'organisation Looking the Occupation in the Eye (« Regarder l'occupation dans les yeux »), M. Godo participait de manière régulière à la protection des bergers palestiniens attaqués par des colons dans la vallée du Jourdain. *« Cette guerre est inutile,* affirme-t-il. *Elle aurait dû se terminer depuis longtemps. Elle n'a pas d'objectif défini. Il y a les terribles destructions à Gaza avec ce nombre de civils innocents tués qui dépasse l'entendement. Il y a aussi nos soldats qui tombent au combat. Ramener les otages, c'est bien sûr l'objectif suprême, mais je ne vois pas comment ce gouvernement et celui qui est à sa tête en seraient capables. »*

Soutenus par de nombreux Israéliens, les manifestants, parmi lesquels on compte aussi M. David Agmon, général de brigade réserviste qui fut le premier chef de cabinet de M. Netanyahou en 1996, subissent les insultes et menaces de militants du Likoud qui les traitent de « traîtres gauchistes ». Un partisan du premier ministre a même tenté d'incendier leur tente avant d'être arrêté par la police. Des attaques du même genre de la part de partisans de la droite et de l'extrême droite ciblent aussi l'organisation des familles d'otages. Les sionistes messianiques voient la guerre comme un signe de l'imminence de la Rédemption. Le professeur Yoel Ellitzour a publié, sur Srugim, un site Internet du sionisme religieux, un article expliquant que le massacre du 7 octobre faisait partie d'un plan divin pour punir les Israéliens *« qui ont renoncé à l'immensité du pays et aux villes de [leurs] ancêtres et choisi des valeurs vaines en s'adonnant à des abominations sexuelles ».* À la suite des vives réactions provoquées par ce texte, il a dû le retirer. Mais, dans ce milieu, l'idée de relancer la colonisation dans Gaza fait son chemin. Tomer Persico, chercheur à l'Institut Shalom-Hartman, craint, pour l'après-guerre, un renforcement de la droite nationaliste et de la religiosité. *« Le conflit actuel va déboucher sur un processus politique régional,* explique-t-il. *Si Israël l'accepte, il s'engagera dans la voie de la réhabilitation, sinon il restera bloqué dans l'engrenage infernal des années Netanyahou. Cela signifiera l'isolement, l'effondrement économique et social. »*

Charles ENDERLIN (Monde diplomatique, janvier 2024)
Journaliste, Jérusalem. Auteur d'*Israël. L'agonie d'une démocratie,* Seuil, Paris, 2023.

(1) *M.* Matti Steinberg, qui a enseigné à Princeton et à Heidelberg, a notamment publié « La Nakba comme traumatisme. Deux approches palestiniennes et leurs répercussions politiques », *Le Débat, Paris, 2017, et In Search of Modern Palestinian Nationhood,* Moshe Dayan Center - Syracuse University Press, Tel-Aviv, 2016.
(2) Lire Ignacio Ramonet, « La paix maintenant », *Le Monde diplomatique,* avril 2002.
(3) *Cf.* Tal Schneider, « For years, Netanyahu propped up Hamas. Now it's blown up in our faces », *The Times of Israel,* Jérusalem, 8 octobre 2023.
(4) La chaîne de télévision libanaise Al-Mayadin, proche du Hezbollah, diffuse une longue interview de M. Al-Arouri : « Nous sommes prêts pour une bataille globale et nous vaincrons Israël d'une manière sans précédent » (en arabe), 25 août 2023.
(5) « Death toll in Gaza from Israeli attacks rises to 17,700 — Health Ministry in Gaza », Reuters, 9 décembre 2023.
(6) Tamar Hermann et Or Anabi, « Israelis sharply divided on the question of a two-State solution in return for US assistance », The Israel Democracy Institute, 5 décembre 2023.

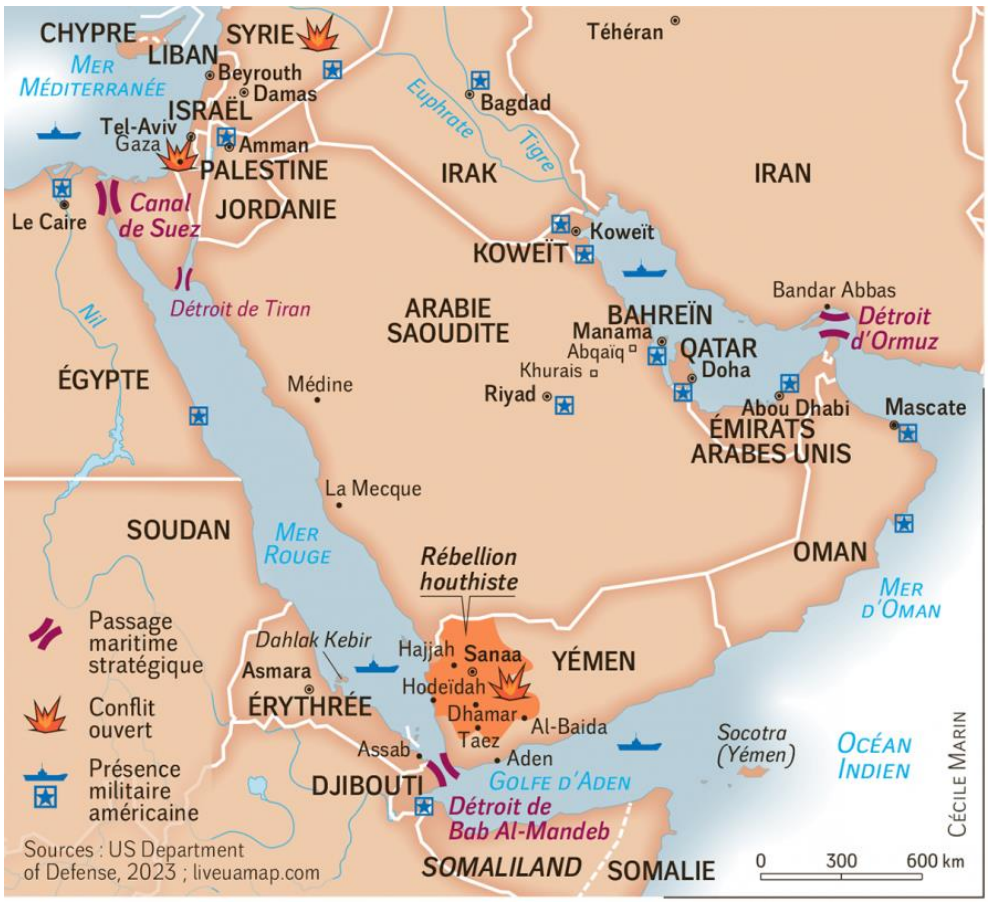
Une trentaine de navires attaqués au large du Yémen

Les houthistes défient Washington

Le soutien américain à Israël dans sa guerre à Gaza depuis le 7 octobre a poussé les rebelles houthistes à accentuer leurs attaques contre les navires de transport et les tankers au large des côtes yéménites. En réponse, les États-Unis tentent péniblement de fédérer une coalition internationale pour protéger le trafic maritime et sécuriser l'accès à la mer Rouge ainsi qu'au canal de Suez.

Depuis le début de l'intervention militaire d'Israël à Gaza en représailles à l'attaque sanglante du Hamas, le 7 octobre 2023, les houthistes yéménites – qui appartiennent au zaydisme, l'un des trois principaux courants du chiisme – intensifient leurs actions de déstabilisation du trafic maritime dans le détroit de Bab Al-Mandeb. D'une longueur de 193 kilomètres pour 32 kilomètres de large, ce passage, qui signifie en arabe « porte des lamentations », sépare la péninsule arabique de la Corne de l'Afrique et donne accès au canal de Suez. Les rebelles lancent des drones munis de charges explosives ou des missiles contre des navires de fret ou des tankers et organisent parfois des actions héliportées afin d'en prendre le contrôle. *« Pour accomplir notre devoir religieux, moral et humanitaire en soutien à ceux qui ont été lésés en Palestine et à Gaza »,* justifie M. Yahya Sarre, l'un des porte-parole des houthistes.
Entre le 19 novembre et la mi-février, on dénombrait plus de 30 attaques contre des transporteurs (1). Sans se concerter, ni se coordonner, plusieurs d'entre eux ont décidé, mi-décembre, de dérouter leur flotte en lui imposant de contourner l'Afrique via le cap de Bonne-Espérance. De quoi bouleverser le commerce mondial. Selon le Kiel Institute for the World Economy (IfW Kiel), seuls 200 000 conteneurs transitent actuellement par la mer Rouge, contre 500 000 avant le début des attaques (2). Carrefour majeur du transport mondial de marchandises avec 12 % du commerce international – dont 30 % de l'ensemble des mouvements de conteneurs –, ce détroit est aussi crucial pour les hydrocarbures, en particulier le pétrole et le gaz naturel liquéfié (GNL). Entre 4 et 8 % des cargaisons mondiales de GNL transitent en moyenne chaque année par le canal de Suez tandis que quelque 8 millions de barils de pétrole empruntent la mer Rouge quotidiennement. Si le détroit de Bab Al-Mandeb est un lieu-clé de l'économie mondiale, il en est aussi le talon d'Achille.

Au début du XXIe siècle, la protection de la navigation dans le golfe d'Aden contre la menace terroriste et les actes de piraterie s'est organisée dans un premier temps avec l'embarquement de gardes privés sur les navires commerciaux. Jusqu'à ce que, finalement, en 2008, la résolution 1816 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) ouvre la voie à l'intervention des États dans les eaux territoriales somaliennes afin de lutter contre les pirates. La mission européenne « Atalante » est alors lancée fin 2008, et participe à la surveillance maritime et aérienne du golfe depuis Djibouti. Mais les moyens sont maigres puisque, *« actuellement, elle ne dispose dans les faits que de deux navires et deux avions pour sillonner une très vaste superficie maritime »,* révèle un expert ayant conduit une étude sur la mission. Formée en avril 2022, la Combined Task Force 153 (CTF-153), placée sous commandement américain et basée à Bahreïn, n'a pas été dotée de forces supplémentaires pour remplir son mandat de sécurisation des eaux allant de l'Égypte et de l'Arabie saoudite à Oman. Dirigeant cette force maritime, le vice-amiral Charles « Brad » Cooper reconnaît qu'elle n'avait pas vocation à augmenter *« la présence de navires et d'avions dans la mer Rouge et le golfe d'Aden, mais à rendre la flotte* [existante] *plus efficace* (3) *».* À en croire une source collaborant avec « Atalante », l'absence d'échange d'informations entre acteurs concernés nuirait pourtant à cette efficacité. Certes, il y a bien eu un cadre de coopération entre Européens et Américains appelé le « Shade Forum », associant l'industrie du transport maritime, qui traite de la piraterie et de toutes les menaces à la sécurité maritime, mais dans les faits une rivalité entre forces militaires a constitué un frein rédhibitoire à toute collaboration.
Et l'initiative a fini par être abandonnée.



Trois détroits et un canal. Cécile Marin

Flotte européenne

Ainsi les rebelles qui ont pris le contrôle de Sanaa en septembre 2014 en délogeant le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi n'ont pas attendu la guerre à Gaza pour déstabiliser la région. À Sanaa, leurs chefs décident de leurs actions en bonne intelligence avec les dirigeants de la République islamique d'Iran et des représentants du Hezbollah libanais. Téhéran a rejeté les accusations des États-Unis sur son implication dans les attaques en mer Rouge (23 décembre). *« L'axe de la résistance dispose de ses propres forces et agit en fonction de ses propres décisions et capacités* (4) *»,* a déclaré le 23 décembre le vice-ministre des affaires étrangères iranien, M. Ali Bagheri.

Au cours de la dernière décennie, les houthistes ont constitué un atout pour l'Iran dans sa rivalité avec l'Arabie saoudite. C'est dans ce cadre qu'ils ont ciblé deux installations pétrolières du géant saoudien Aramco en septembre 2019, à Abqaïq et à Khurais. La guerre israélienne offre donc l'opportunité à Téhéran d'étendre, par houthistes interposés, son influence à la mer Rouge.

« Les houthistes ont été entraînés et armés par les pasdarans iraniens à partir de 2010, nous confie une source proche des renseignements des Émirats arabes unis, pays hostile à la rébellion. *Ils ont tenu tête à la coalition saoudo-émiratie qui les combattait, ainsi qu'à l'armée régulière yéménite. Ces montagnards du nord-ouest du pays se sont reconvertis en marins pour assurer leur indépendance financière, et donc leur capacité de nuisances. Leurs trafics divers, d'armes, de drogues, de minerais, de charbon et bien évidemment d'êtres humains dans toute la péninsule arabique et la Corne de l'Afrique ont permis une autonomisation vis-à-vis de l'Iran. »*

Si, depuis le début de la guerre à Gaza, les houthistes ont procédé au lancement d'une centaine de drones et de missiles balistiques vers Israël, selon les déclarations de l'armée israélienne, de nombreuses alertes avaient été précédemment lancées à leur encontre. Dans son rapport de février 2023, le groupe d'experts mandaté par le Conseil de sécurité de l'ONU pour le Yémen réclamait le maintien des sanctions à l'égard des rebelles. Le 28 février 2022, soit un an plus tôt, le Conseil de sécurité avait aussi adopté une résolution dans laquelle il condamnait, dans les termes les plus fermes, les attaques répétées perpétrées contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Sans minimiser l'importance que les houthistes accordent aux Palestiniens, leurs attaques contre les navires marchands s'inscrivent dans le cadre des tractations en vue d'un accord de paix entre eux et le gouvernement yéménite sous le patronage de l'Arabie saoudite. En accédant à une reconnaissance internationale de facto,

les rebelles s'affichent comme la seule voix légitime du peuple yéménite aux yeux des acteurs étrangers. Le 23 décembre, M. Hans Grundberg, l'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, annonçait que gouvernement et houthistes s'étaient accordés sur un futur processus de paix. Pourtant, les rebelles continuent à menacer les navires empruntant le détroit de Bab Al-Mandeb. Une persistance qui démontre qu'aucun des protagonistes ne croit à l'accord signé. Selon Thomas Juneau, professeur associé à l'université d'Ottawa, les derniers pourparlers tendent plutôt à entériner l'échec de la guerre déclenchée par Riyad et ses alliés en 2015 contre les houthistes et à ouvrir la voie à un retrait saoudien du Yémen (5).

Moins soumis à la pression saoudienne, les houthistes considèrent d'un bon œil les difficultés rencontrées par les États-Unis pour constituer la force maritime internationale Prosperity Guardian. Annoncée le 18 décembre, cette alliance est censée lutter contre les attaques houthistes dans la mer Rouge. Las, certains pays que les Américains avaient présentés comme membres du dispositif refusent de participer sous le commandement de Washington. Un communiqué du ministère des armées publié le 19 décembre 2023 précisait ainsi que la frégate française *Languedoc* resterait sous *« commandement national »* pour garantir sa liberté d'action. L'Italie en a fait de même, elle qui dispose également d'une frégate dans la zone. L'Espagne, après avoir accepté, a finalement décidé qu'elle ne participerait qu'à une opération sous mandat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou de l'Union européenne. Cette dernière a lancé le 19 février une « opération de sécurité maritime » baptisée Eunavfor-Aspides pour jouer un rôle « dissuasif et défensif » aux côtés – et non sous le commandement – de Prosperity Guardian. Quant à l'Australie, pourtant fidèle alliée de Washington, elle a décliné la demande américaine de déployer un navire de guerre. New Delhi a dépêché en mer Rouge un bâtiment de sa flotte dans l'objectif de sécuriser les cargos battant pavillon indien tout en préférant faire cavalier seul. Fidèle à sa ligne de conduite des « trois non » dans le rapport conflictuel qui l'oppose à Washington (pas de coopération, pas de soutien et pas de confrontation), la Chine ne s'associera pas à Prosperity Guardian. Les houthistes ont d'ailleurs déclaré que ni les navires chinois, ni les navires russes ne seraient pris pour cibles, à la condition qu'ils n'aient pas de liens commerciaux avec les Israéliens.

En pratique, les Américains ne pourront donc compter que sur un destroyer britannique et une frégate grecque. Car même au niveau régional, c'est un camouflet. Ni l'Égypte ni l'Arabie saoudite n'ont daigné participer à cette opération. Seul Bahreïn, siège de la Ve flotte américaine, est intégré dans cette alliance. Selon un diplomate d'une monarchie du Golfe, *« le président iranien Ebrahim Raïssi a conclu fin octobre avec le prince héritier Mohammed Ben Salman une entente secrète : un engagement de non-agression de la part des houthistes en contrepartie de la non-participation de Riyad à la coalition navale américaine ».* Les autorités djiboutiennes ont, elles, refusé que les Américains fassent accoster leurs forces maritimes en opération contre les houthistes au port de Djibouti, de même qu'elles leur ont interdit d'organiser des frappes aériennes contre des cibles yéménites depuis l'aéroport djiboutien utilisé par l'armée américaine.

Aussi, les États-Unis ont redéployé leur marine, précédemment positionnée au large d'Israël, dans le détroit de Bab Al-Mandeb. Et le 31 décembre, un cap dans leur engagement face aux houthistes a été franchi puisque, visés par leurs tirs, des hélicoptères américains *« ont riposté en état de légitime défense, coulant trois des quatre petits navires, et tuant les équipages »,* comme l'a indiqué le commandement central des forces américaines (Centcom) au Proche-Orient dans un communiqué. Washington souhaiterait qu'Israël et les Émirats arabes unis s'impliquent à ses côtés. Le premier dispose d'une base dans la région érythréenne d'Assab tandis que les seconds ont obtenu l'accord des autorités érythréennes pour installer des équipements militaires fournis par Israël sur l'île de Dahlak Kebir. Mais jusqu'à présent, ni Tel-Aviv ni Abou Dabi n'ont répondu favorablement à la demande américaine.

L'escalade dans le conflit continue, Washington ayant répliqué par une démonstration de force contre les attaques houthistes. Depuis le 12 janvier, Sanaa, Hajjah, Dhamar, Al-Baida, Taez et Hodeïdah ont été les principales villes yéménites visées par des bombardements américano-britanniques. Ces opérations ont soulevé une vague d'indignation dans le monde arabo-musulman jusqu'à la Turquie, qui est un membre de l'OTAN. Le président Recep Tayyip Erdoğan a dénoncé *« l'utilisation disproportionnée de la force contre les rebelles houthistes »,* déclarant solennellement que *« les États-Unis et le Royaume-Uni tentent de transformer la mer Rouge en mer de sang »* (6).

Autre signe d'escalade : dès le 25 décembre, les houthistes ont annoncé des représailles possibles contre Prosperity Guardian en déclarant que *« les câbles Internet mondiaux qui traversent le détroit de Bab Al-Mandeb sont sous [leur] contrôle ».* Ces infrastructures reliant l'Europe, l'Afrique et l'Asie traversent l'Égypte puis la mer Rouge jusqu'au détroit de Bab Al-Mandeb. La quinzaine d'entre eux qui passe par la mer Rouge traite entre 17 % et 30 % du trafic Internet mondial. En 2016, un navire câblier avait déjà été attaqué par des pirates en mer Rouge en pleine opération de pose d'une installation sous-marine. En 2005, l'International Cable

Protection Committee (ICPC) évaluait à 1,5 million de dollars par heure l'impact financier d'une coupure du réseau sous-marin (7). Aujourd'hui, l'ampleur du phénomène serait décuplée.
Alors que Washington et Londres peinent à rallier d'autres capitales sous leur bannière, les houthistes ont d'ores et déjà engrangé des succès. Ils ont conforté leur renommée internationale, et remportent l'assentiment, fût-il discret, d'une grande partie des pays de la Ligue arabe. Alors même que leur exercice du pouvoir provoquait des contestations véhémentes et répétées de la part de la population, leurs positions anti-israélienne et antiaméricaine ont déclenché la ferveur des Yéménites. Adopter la position de David contre Goliath a ainsi fait entrer les rebelles dans une période de grâce…

Tristan COLOMA, journaliste (Monde diplomatique, mars 2024)

(1) « Red Sea attacks. How Houthi militants in Yemen are attacking ships in one of the world's busiest maritime trade routes », Reuters, 2 février 2024.
(2) « Cargo volume in the Red Sea collapses », IfW Kiel, 11 janvier 2024.
(3) « Combined Maritime Forces establishes new naval group to patrol Red Sea region », Defense News, 13 avril 2022.
(4) « Iran denies helping Houthis plan attacks on Israel-linked ships », Reuters, 23 décembre 2023.
(5) Jennifer Holleis, « Yemen's peace plan boosts Houthis' regional influence », Deutsche Welle, 29 décembre 2023.
(6) « Erdogan accuses US, Britain of trying to turn Red Sea into "sea of blood" », Reuters, 12 janvier 2024.
(7) Cité par Camille Morel, « Les câbles sous-marins : un bien commun mondial ? », *Études,* n° 2017/3, Paris, mars 2017.